

BLOGUE
Le CN s'est replié, c'est le temps d'acheter le CN.
Lisez Richard Dufour sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/dufour

AGENDA
Consultez notre calendrier d'affaires sur
lapresseaffaires.cyberpresse.ca/agenda

PLUS-VALUE
Des fonds qui montent... mais qui ne redescendent pas. À lire sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/value

PORTFOLIO FINANCES PERSONNELLES: LE POINT SUR LES SUCCESSIONS PAGE 10

LA PRESSE AFFAIRES

OÙ SONT LES FRANCOPHONES?
PORTRAIT DES CA DES ENTREPRISES
NOTRE DOSSIER EN PAGES 2 ET 3



DANS LA JUNGLE DE DONALD T.
L'AVENTURE DE STÉPHANIE CASTAGNIER PAGE 16



Donald Trump

S&P TSX 12 916,63 -135,85 (-1,04%)	S&P 500 1213,40 -9,85 (-0,81%)	DOW JONES 11 346,75 -60,09 (-0,53%)	PÉTROLE 86,72 \$US -0,34 \$US (-0,39%)	DOLLAR 99,27 ¢US -0,36 ¢US
---	---	--	---	---

NORBOURG

Une première victoire avant des recours plus importants

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

En dépit d'une victoire symbolique en cour contre l'Autorité des marchés financiers (AMF), les investisseurs floués dans l'affaire Norbourg sont encore bien loin de revoir la couleur de leur argent.

Dans un jugement rendu lundi, la Cour supérieure a forcé l'Autorité des marchés financiers (AMF) à rembourser environ 7 millions de dollars à 138 investisseurs de Norbourg par l'entremise de son fonds d'indemnisation. Mauvaise nouvelle pour les investisseurs: cette première victoire judiciaire contre l'AMF n'a aucune incidence sur les deux recours collectifs plus importants – respectivement de 79 millions et de 170 millions de dollars – qui seront étudiés prochainement par les tribunaux.

Le recours collectif le plus important pour les investisseurs concerne 115 millions demandés à l'AMF, Northern Trust et KPMG. En comptant les rendements promis, les intérêts et les dommages punitifs, les investisseurs pourraient obtenir jusqu'à 170 millions.

«Le jugement de lundi ne vaut que pour 138 personnes (sur 9000 investisseurs) et les deux autres recours collectifs ne sont pas du tout sur la même base juridique», dit Simon Roy, professeur en droit criminel à l'Université de Sherbrooke et spécialiste de droit pénal économique.

Plutôt que d'interpréter les conditions de remboursement du fonds d'indemnisation de l'AMF, les deux recours collectifs détermineront si l'AMF et d'autres acteurs mêlés à l'affaire Norbourg – dont Northern Trust, KPMG et la Caisse de dépôt et placement du Québec – sont responsables des pertes des investisseurs en raison de leur comportement négligent.

Le recours collectif le plus important pour les investisseurs concerne 115 millions demandés à l'AMF, Northern Trust et KPMG.

➤ Voir **RECOURS** en page 4

BCE

COPE DÉFEND LE RACHAT DE CTV



PHOTO RYAN REMIORZ, PC

George Cope, PDG de BCE

MAXIME BERGERON

Le grand patron de BCE défend le rachat de CTV par le conglomérat en septembre, citant une transformation radicale de l'industrie des télécoms depuis les 24 derniers mois.

Bell Canada Entreprises s'était départi de presque toutes ses actions dans CTV en 2005, après avoir largué la plupart de ses autres filiales. Or, la subite «intégration

verticale» pratiquée par ses concurrents a forcé le groupe montréalais à faire volte-face et à reprendre le contrôle du réseau de télé, a fait valoir hier George Cope.

«Il y a trois ans, personne ne croyait qu'on regarderait la télé sur des cellulaires, mais le monde a changé complètement et, si on ne s'adapte pas, on ne sera pas concurrentiels», a-t-il déclaré en marge d'une conférence organisée par la Chambre de commerce.

BCE a allongé 1,3 milliard de dollars pour mettre la main sur les 85 % de CTV qu'il ne possédait pas déjà. En incluant la dette, la transaction atteint 3,2 milliards. Cette acquisition vise à fournir des contenus télévisuels qui seront ensuite offerts aux clients de Bell sur des appareils intelligents comme l'iPhone.

➤ Voir **COPE** en page 17

Technologies D-Box grandit avec Cineplex

Gros contrat de sièges à mouvements simulés

ALAIN MCKENNA
COLLABORATION SPÉCIALE

Technologies D-Box installera 250 de ses sièges motorisés MFX dans 10 salles de cinéma du groupe canadien Cineplex Divertissement,

d'ici un an. L'annonce de ce contrat hier par l'entreprise longueuilloise a été bien accueillie par les analystes, qui estiment D-Box bien positionnée pour s'attaquer au lucratif marché américain du cinéma en salle.

Cineplex exploite le cinquième réseau de salles de cinéma sur le continent, avec 70 % des parts du marché canadien. Il a d'abord essayé la technologie de D-Box pendant un an dans une salle de Toronto.

En suivi de l'annonce d'hier, Cineplex pourrait doubler la mise en équipant 10 salles de plus d'ici 2012. Les sièges MFX seraient présents dans plus d'une soixantaine de salles en Amérique du Nord. Au Québec, les cinémas Banque Scotia, de

Montréal, et Cineplex Odeon Beauport, à Québec, seront les deux premiers à offrir la technologie D-Box à partir de la mi-novembre.

L'entente avec Cineplex est un jalon majeur pour D-Box, qui anticipe un effet boule de neige.

« Cette entente devrait nous permettre d'en conclure d'autres à court terme et d'établir notre nom dans le marché », croit son président, Claude McMaster.

➤ Voir **CINEPLEX** en page 4

Faire la différence

Deloitte.
Samson Bélair/Deloitte & Touche

© Samson Bélair/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l. et ses sociétés affiliées.

GESTION D'ENTREPRISES

CONSEILS D'ADMINISTRATION

LA PLACE
DES FRANCOPHONES
N'EST PAS ACQUISE

Les francophones continuent d'occuper la part congrue des sièges aux conseils d'administration (CA) des grandes sociétés canadiennes en 2010, montre une analyse de *La Presse Affaires*. L'exception se limite aux entreprises clairement identifiées à la collectivité francophone. Or, la sous-représentation francophone dans ces lieux de pouvoir n'est pas sans conséquence sur l'économie québécoise, prévient un spécialiste de la gouvernance.



ANDRÉ DUBUC

Les francophones sont sous-représentés au sein des conseils d'administration des grandes sociétés canadiennes, au même titre que les femmes et les minorités visibles.

Les francophones ne représentent que 6 % des administrateurs au sein des conseils des cinq plus grandes sociétés canadiennes ayant leur siège social hors Québec, une proportion nettement inférieure à leur poids relatif au Canada.

Il s'agit de sociétés non financières trônant au sommet du *Financial Post* 500, qui classe les entreprises en fonction de l'importance de leur chiffre d'affaires.

La présence francophone y est 10 fois plus élevée quand l'entreprise vient du Québec. Approximativement, 58 % des postes d'administrateur sont occupés par des gens ayant le français comme langue maternelle au sein des cinq plus importantes sociétés non financières y ayant leur siège social. Cette moyenne cache toutefois des disparités considérables.

Le mois dernier, le Conseil canadien pour la diversité administrative (CCDA) a publié son premier bulletin sur la question. L'organisme y déplore le manque de diversité au sein des conseils d'administration

de grandes sociétés canadiennes. Les femmes et les minorités visibles y sont sous-représentées. Le CCDA n'a toutefois pas sondé les entreprises au sujet de la langue des administrateurs.

La Presse Affaires a voulu savoir qu'elle était la place occupée par les francophones dans les conseils d'administration en 2010.

Metro et Alimentation Couche-Tard, associées à la collectivité francophone, ont des conseils presque exclusivement francophones. Chez Metro, deux anglophones ont cependant fait leur

Le CN a deux francophones à son CA de 11 personnes soit une part de 8 %. Mark Hallman, directeur communications et affaires publiques, fait valoir que les francophones détiennent trois des cinq postes de la haute direction, à commencer par celui de PDG occupé par Claude Mongeau.

À l'extérieur du Québec, les proportions chutent, que l'entreprise ait des installations ou non au Canada français. Onex, Weston et Suncor comptent un seul francophone à leur conseil. Magna et Imperial Oil n'en ont aucun, selon notre décompte.

conseil francophone et les entreprises de l'extérieur du Québec ont un conseil anglophone.

Il existe une différence notable dans le comportement des deux solitudes. Quand l'entreprise québécoise s'étend au-delà de son territoire d'origine, comme Metro dans notre échantillon, des représentants anglophones font leur entrée au conseil. Une situation plus rare au Canada anglais, où la présence ou non d'activités au Québec ne paraît pas influencer sur la composition du CA.

Pour le professeur Scott Carson, un spécialiste des questions de gouvernance qui enseigne à l'école d'administration de l'Université Queen's, à Kingston, le facteur linguistique devrait être pris en compte dans la composition du CA d'une entreprise qui a des installations importantes au Québec et quand le marché francophone comporte des particularités par rapport aux autres marchés de l'entreprise.

« À l'extérieur du Québec, je n'ai pas vu beaucoup d'intérêt porté à la langue parlée des administrateurs. Mais je ne dis pas que ça ne pourrait pas être un facteur important ou que ça ne devrait pas l'être », dit le professeur Carson.

Autre signe de l'indifférence, il n'y a pas d'étude récente sur la représentation des francophones au sein des conseils d'administration, déplore Michel Nadeau, directeur général de l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques. Son organisme mijote un projet de colloque sur le sujet le printemps prochain.

« Mon impression est que dans les entreprises de l'extérieur de Montréal, le nombre de francophones (au conseil) est pratiquement inexistant. Je vois un francophone de temps en temps, mais c'est exceptionnel. »

— Pierre Laurin, ancien directeur de HEC Montréal

entrée dans le cercle du pouvoir après l'importante acquisition des supermarchés A&P en Ontario en 2007. Cette acquisition a modifié le portrait de la chaîne de supermarché qui était auparavant concentrée au Québec.

Des sociétés comme BCE et Canadien National, qui ont toutes leur siège social au Québec, comptent moins de 20 % d'administrateurs ayant le français comme langue maternelle.

BCE a deux francophones parmi les 13 membres du CA, soit un pourcentage de 15 %. Deux autres administrateurs, quoiqu'anglophones, habitent Montréal et parlent français: Robert Brown, de CAE, et l'avocat Brian Levitt.

Quand on élargit la définition de francophone à toute personne parlant le français, le poids francophone passe à 65 % pour l'échantillon du Québec et à 11 % pour celui du reste du Canada.

Ces résultats n'étonnent nullement Pierre Laurin, ancien directeur de HEC Montréal et administrateur de sociétés. « Mon impression est que dans les entreprises de l'extérieur de Montréal, le nombre de francophones (au conseil) est pratiquement inexistant. Je vois un francophone de temps en temps, mais c'est exceptionnel », dit-il.

En gros et au risque de simplifier, les entreprises québécoises ont un

MÉTHODOLOGIE

Pour déterminer le choix des entreprises dans le cadre de ce reportage sur la composition linguistique des conseils d'administration, *La Presse Affaires* a retenu le critère de la taille de l'entreprise en fonction des revenus.

Nous avons exclu les banques et les sociétés financières pour avoir un échantillon d'entreprises de différentes industries.

À l'aide du classement *Financial Post* 500, nous avons ensuite pris les cinq premières entreprises ayant leur siège social au Québec et les cinq plus importantes sociétés canadiennes ayant leur siège ailleurs au pays. Nous avons troqué Ace Aviation Holding contre le Canadien National, parce que Ace ne consolide plus les résultats de sa filiale Air Canada depuis cette année.

DES ENTREPRISES AUX ANTIPODES

SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIÈGE AU QUÉBEC

	Nombre de francophones ⁽¹⁾	Nombre de membres au CA	Pourcentage
BCE	2	13	15,4 %
CN	2	11	18,2 %
Bombardier	11	14	78,6 %
Metro	12	14	85,7 %
Couche-Tard	9	10	90 %
Total	36	62	58,1 %

SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIÈGE SOCIAL HORS QUÉBEC

	Nombre de francophones ⁽¹⁾	Nombre de membres au CA	Pourcentage
George Weston	1	12	8,3 %
Suncor	1	14	7,1 %
Onex	1	10	10 %
Magna	0	11	0 %
Imperial Oil	0	7	0 %
Total	3	54	5,6 %

Notes: (1) La définition de francophones qui a été retenue est celle d'une personne ayant le français comme langue maternelle.

EST-CE IMPORTANT D'AVOIR
DES FRANCOPHONES AU CONSEIL ?

ANDRÉ DUBUC

« Shell a décidé de fermer sa raffinerie de Montréal-Est, donne en exemple Pierre Laurin, ex-directeur des HEC Montréal et président du conseil d'Atrium innovations. Je serai surpris qu'il y ait un seul francophone au conseil. »

Le conseil de Shell Canada compte six membres, cinq de l'Alberta, un Américain et aucun francophone, selon les informations disponibles sur son site web. Shell se défend en rappelant que sa filiale canadienne n'est plus une société publique dotée

d'un conseil d'administration externe. Ed Greenberg, de la ligne médias de Shell, dit que la provenance des dirigeants n'a eu aucune influence sur la décision de fermer la raffinerie de Montréal-Est.

Sans doute, mais « l'administrateur francophone ou québécois aurait pu amener dans la discussion des considérations autres que celles véhiculées par la direction de l'entreprise », soutient M. Laurin, qui siège à des CA d'entreprise depuis 30 ans.

Il est d'autant important d'être présent au conseil, avance Pierre Laurin, que c'est à ce niveau que les déci-

sions se prennent quand il est question de délocalisation, de fusion ou d'acquisition.

De plus, le pouvoir des conseils d'administration a été renforcé avec la montée en importance des questions de gouvernance à la suite de scandales financiers à la Enron.

« Si les francophones ne sont pas vigilants, ils n'auront pas voix au chapitre. La place des francophones n'est pas acquise », dit pour sa part Michel Nadeau, directeur général de l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques.

GESTION D'ENTREPRISES

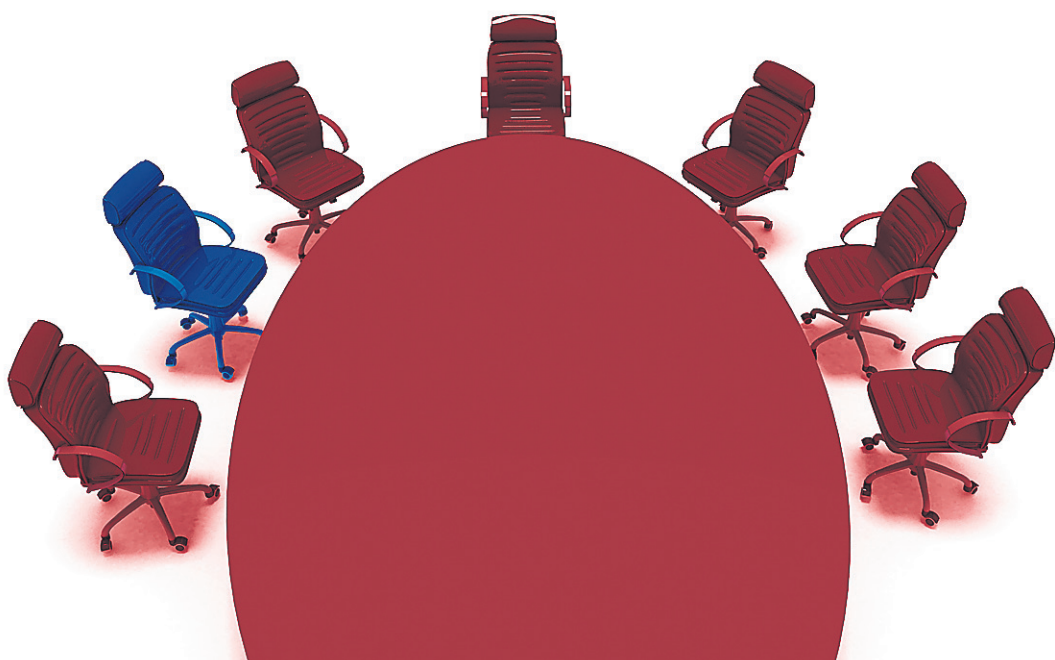


PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE
André Bérard



PHOTO IVANOHO DEMERS, LA PRESSE
Sophie Brochu

MOINS DE FRANCOPHONES CHEZ BCE

Le conseil de BCE, dont la haute direction se concentre à Toronto sous la houlette du PDG George Cope, compte deux francophones, André Bérard, ancien président de la Banque Nationale, et Sophie Brochu, présidente et chef de la direction de Gaz Métro, sur un total de 13 membres, soit le même nombre qu'en 2003. BCE en a déjà compté cinq en 1999.

Le siège social de Bell Canada est au Québec depuis sa fondation en 1880. Les 16 450 employés de BCE au Québec représentent 32% de son effectif, selon *Les Affaires 500*. Une telle importance de ce marché francophone pour BCE ne devrait-elle pas se refléter au conseil? «Nous cherchons à avoir un CA à l'image de Bell en tant qu'entreprise nationale, avec une bonne représentation du monde des affaires canadien», écrit dans un courriel Marie-Eve Francoeur, porte-parole. Elle souligne que trois autres membres parlent français: Brian Levitt, Robert Brown et Tom O'Neil. MM. Brown, patron de CAE, et Levitt, associé chez Osler, travaillent à Montréal.



PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE
Isabelle Marcoux

WESTON ET LA DIVERSITÉ DE SON CONSEIL

Il doit être bien difficile à Galen Weston de pratiquer son français pendant les séances du conseil d'administration de Weston.

Comme bien des entreprises canadiennes ayant leur siège social hors Québec, les francophones occupent la part congrue des sièges autour de la table. Chez Weston, l'unique représentante francophone est Isabelle Marcoux, vice-présidente au développement de Transcontinental.

Par l'entremise de la part de 63% qu'elle possède dans Loblaw (les supermarchés Maxi et Provigo), Weston occupe une place de choix dans l'industrie de la distribution alimentaire au Québec. Présente dans la province depuis 1911, Boulangeries Weston y possède six usines. Selon *Les Affaires 500*, 20% des 144 000 employés de Weston sont au Québec.

Geoffrey Wilson, premier vice-président, services financiers et relations avec les investisseurs, a répondu que la diversité importait chez Weston. Par diversité, il entend un conseil formé d'hommes et de femmes, de gens ayant des parcours professionnels variés, provenant des diverses régions géographiques. Pour lui, le critère de la langue parlée est imbriqué dans celui de la répartition géographique.



PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE
Mélanie Kau

LE CONTRE-EXEMPLE D'ALIMENTATION COUCHE-TARD

Deuxième exploitant de dépanneurs en importance en Amérique du Nord, Alimentation Couche-Tard est une coqueluche boursière dont les Québécois ont toutes les raisons d'être fiers. Il y a tout de même une petite tache sur cette feuille de route exceptionnelle. L'application de certains principes de bonne gouvernance tarde à suivre.

Sept ans après l'acquisition de 3800 dépanneurs Circle K aux États-Unis, Alimentation Couche-Tard est dirigé par un CA exclusivement québéco-québécois. Neuf membres sur dix ont le français comme langue maternelle. Quant à la dixième personnes, Mélanie Kau, présidente de Mobilia, elle parle couramment le français. Un portrait peu représentatif du profil d'affaires de la société lavalloise qui réalise plus de 75% de ses revenus en dollars américains, selon Yahoo! Finance.

Alimentation Couche-Tard a refusé de répondre à nos questions et d'expliquer l'absence d'Américains à la table.



Vous y êtes

Deloitte.
Samson Bélaïr/Deloitte & Touche

© Samson Bélaïr/Deloitte & Touche s.n.c./i. et ses sociétés affiliées.

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

AUJOURD'HUI

Prix des import. (É.-U.)	oct.: 1,2%
	sept.: -0,3%
CAE	BPA 2T: 15¢
Great-West	BPA 3T: 48¢
Groupe Aeroplan	BPA 3T: 27¢
Rona	BPA 3T: 40¢

LUNDI 15 NOVEMBRE

Ventes au détail (É.-U.)	oct.: 0,4%
	sept.: 0,6%
Lowe's	BPA 3T: 30¢US
Urban Outfitters	BPA 3T: 42¢US

Source: Bloomberg

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

DEMAIN

Canadian Tire	BPA 3T: 1,21\$
Fonds de revenu Morneau Sobeco	BPA 3T: -3¢
GLV	BPA 2T: -10¢
Labopharm	BPA 3T: -10¢
Tim Hortons	BPA 3T: 53¢

MARDI 16 NOVEMBRE

Production industrielle (É.-U.)	oct.: 0,3%
	sept.: -0,2%
Home Depot	BPA 3T: 48¢US
Target	BPA 3T: 68¢US
Wal-Mart	BPA 3T: 90¢US

VENDREDI 12 NOVEMBRE

Indice de confiance du Michigan (É.-U.)	nov.: 69,0
	oct.: 67,7
Cascades	BPA 3T: 29¢
JC Penney	BPA 3T: 18¢US
Miranda Tech.	BPA 3T: 12¢

MERCREDI 17 NOVEMBRE

Ind. des prix à la conso. (É.-U.)	oct.: 1,2%
	sept.: 1,1%
Permis de bâtir (É.-U.)	oct.: 5,1%
	sept.: -5,6%
Loblaw	BPA 3T: 79¢
Metro	BPA 4T: 84¢

SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations: www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

				6	9			
1								7
2	8	9		3				
4		2	9		8			
				5				
			8		1		2	6
						4	8	
								2
								9
		6		9	7			

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

2	3	8	4	5	7	9	6	1
5	7	1	9	6	2	3	8	4
4	6	9	3	1	8	2	5	7
8	5	7	6	3	9	4	1	2
9	4	6	2	7	1	5	3	8
1	2	3	8	4	5	7	9	6
3	8	4	7	9	6	1	2	5
7	1	2	5	8	3	6	4	9
6	9	5	1	2	4	8	7	3

Niveau de difficulté : DIFFICILE

1824

Par Fabien Savary 1823

Une première victoire avant des recours plus importants

RECOURS

suite de la page 1

En comptant les rendements promis, les intérêts et les dommages punitifs, les investisseurs pourraient obtenir jusqu'à 170 millions. La Cour supérieure entendra la cause à partir de janvier et doit rendre sa décision au milieu de 2012.

«Les faits de la cause sont complexes, mais, sur le plan juridique, c'est une cause de responsabilité civile pure. L'AMF dispose d'une immunité, mais pas absolue. Si on

réussit à démontrer une faute lourde ou grossière de la part, l'immunité de l'AMF tombe», dit M^e Serge Létourneau, qui représente les victimes de Norbourg dans ce recours collectif en collaboration avec M^e Jacques Larochelle, l'un des avocats les plus respectés au Québec.

«Pour gagner, les victimes devront prouver que l'AMF a été négligente de façon déraisonnable dans son devoir de surveillance, dit Simon Roy, professeur de droit à l'Université de Sherbrooke. Il faudra ensuite prouver que la faute a fait en sorte

que Vincent Lacroix a pu frauder les investisseurs. Et la responsabilité d'un organisme comme l'AMF ne commence qu'au moment de la faute. Les sommes perdues par Vincent Lacroix avant une faute de l'AMF ne sont pas la responsabilité de l'AMF.»

L'AMF a déjà indemnisé 900 des 9000 investisseurs dans l'affaire Norbourg. La Cour supérieure lui a ordonné lundi d'indemniser 138 autres investisseurs, mais l'AMF n'a pas indiqué si elle allait porter le jugement en appel. En vertu des règles du fonds d'indemnisation, chaque investisseur ne

peut obtenir plus de 200 000\$.

M^e Marc-André Gravel, qui a eu gain de cause lundi en Cour supérieure, représente de nouveau des investisseurs de Norbourg dans un recours collectif contre la Caisse de dépôt et placement du Québec. L'avocat des victimes admet que les deux dossiers ne sont pas liés sur le plan juridique. «Le jugement de lundi porte sur une cause de droit administratif et de droit corporatif, tandis que le recours collectif est une cause de responsabilité civile générale», dit M^e Gravel.

Même si tout est à recommen-

cer après la victoire de lundi, M^e Marc-André Gravel est néanmoins confiant de gagner sa cause de 78,5 millions contre la Caisse, qui sera entendue par la Cour supérieure dans deux semaines. «Si la Caisse avait fait des vérifications lorsqu'elle a vendu les fonds Evolution à Vincent Lacroix en 2005, elle aurait vu qu'elle vendait à une personne insolvable, dit M^e Gravel. Vincent Lacroix a ainsi pu bénéficier de 115 millions d'actifs qu'il s'est dépêché de dilapider. La fraude est aussi grande que la somme dont le fraudeur dispose.»

Technologies D-Box grandit avec Cineplex

CINEPLEX

suite de la page 1

L'entrepreneur lorgne des géants américains tels Regal, AMC, Cinemark et Carmike, et leurs quelque 15 000 salles équipées de projecteurs numériques.

Steve Li, analyste chez Valeurs mobilières Industrielle Alliance, est très optimiste. «D-Box a prouvé que sa technologie fonctionne: les studios produisent au moins un film par mois et les cinéphiles en redemandent. L'annonce de Cineplex attirera sans doute l'attention des grands exploitants américains.»

Ça pourrait aller vite pour D-Box, ajoute Sameet Kanade, de Northern Securities. Le mois prochain, les sièges MFX seront mis en valeur par deux des superproductions hollywoodiennes les plus attendues des Fêtes. Les studios Disney et Warner Bros. présenteront respectivement *Tron Legacy* et *Harry Potter et les Reliques de la mort* en version D-Box, dans les salles où ces sièges sont présents.

«Si la réception du public est positive, le potentiel de D-Box pourrait rappeler celui de Research in Motion, à ses premières années», dit l'analyste torontois.



PHOTO ARMAND TROTTIER, ARCHIVES LA PRESSE

«Nous possédons des ententes avec tous les studios américains. On doit maintenant convaincre les gestionnaires de salles que nos sièges leur permettent de générer plus de revenus», explique Claude McMaster, président de Technologies D-Box.

Il recommande d'ailleurs l'action de D-Box, avec un cours cible de 1,25\$ sur un an. Hier, l'action de D-Box a clôturé en hausse de 6%, à 53 cents, à la Bourse de croissance de Toronto. Son sommet de 84 cents demeure inégalé depuis 2007.

Des revenus en plus pour les salles

En plus d'une technologie unique, le modèle d'affai-

res inusité de D-Box est un autre facteur qui la distingue. Ses sièges MFX avec simulateur de mouvements

sont installés au cœur de la salle de cinéma sous forme d'une zone VIP exclusive.

Les cinéphiles qui désirent s'y asseoir paient leur billet 8\$ plus cher qu'un billet normal. D-Box touche un peu moins de la moitié de cette somme, le reste allant au tenancier de la salle.

Malgré cette surprime, le taux d'occupation moyen des sièges MFX de D-Box est sensiblement supérieur au taux moyen des salles où ils se trouvent. Ils dégagent ainsi des revenus additionnels qui rentabilisent rapidement leur installation: l'affaire d'un an environ.

Une fois le coût de l'installation absorbé, l'entreprise continue d'engranger des revenus provenant de la vente de billets.

«Nous possédons des ententes avec tous les studios américains. On doit maintenant convaincre les gestionnaires de salles que

nos sièges leur permettent de générer plus de revenus», explique Claude McMaster.

Ce modèle est apprécié des exploitants, puisqu'il est similaire à celui mis de l'avant par les cinémas Imax, ainsi que par RealD, plus important fournisseur de la technologie 3D en salle aux États-Unis. C'est aussi un atout à plus long terme pour D-Box, affirme Puneet Malhotra, analyste pour Dundee Securities.

«C'est un avantage financier à long terme: les revenus continuent d'entrer une fois les dépenses d'installation terminées. Ça accélère la croissance de l'entreprise», dit l'analyste torontois. Grâce à ce modèle, il conclut que D-Box atteindra vraisemblablement le seuil de rentabilité dès sa prochaine année financière, soit entre 2011 et 2012. Il prédit un cours cible de l'action à 1,10\$ pour cette période.

- Avec La Presse Canadienne

AFFAIRES
700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES
VOUS VOULEZ AVOIR VOTRE PROPRE ENTREPRISE? PETIT-SAGUENAY: Centre pour pers. autonomes/légère perte d'autonomie. Clientèle/rev. assurés.PP Beaudoin crtr. GR Sutton. 514-983-5494. ppbeaudoin@videotron.ca

715 FINANCEMENT
1-877-346-2620 www.securfinance.com
Sécur Finance - Prêts hypothécaires: résidentiels, locaux, commerciaux & semi-comm., construction. info@securfinance.com

1^{ère} / 2^e HYPOTHÈQUE ET CONSTRUCTION
Commercial • Industriel • Résidentiel
DENCOL, 514-342-1356 (agent protégé)

FINANCEMENTMDM.COM
Prêt de 500 \$, permis de l'OPC
1-877-904-9888

AVIS
800

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie N-SOURCE INC., ayant son siège social au 500, Place d'Armes, bureau 1925, Montréal (Québec) H2Y 2W2, a l'intention de demander sa dissolution au Registraire des entreprises du Québec. Montréal, 9 novembre 2010.
LAFORTUNE CADIEUX, s. e. n. c. r. l. Avocats

AVIS
800

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

PRENEZ AVIS que ANNA BERNARDI, dont l'adresse est le 538, rue Beaubien Est, Montréal, présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de ANNA BERNARDI HOANG.

PRENEZ AVIS que la compagnie 9179-5708 QUÉBEC INC., demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Montréal, le 10 novembre 2010
L'administrateur, LAU, Huen-Wah

PRENEZ AVIS que la compagnie GESTION BRAJEAN INC. demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre. Montréal, le 10 novembre 2010.
Cain Lamarre Casgrain Wells, s.e.n.c.r.l. Procureurs de la compagnie

PRENEZ AVIS que la compagnie GESTION CLAIR DE LUNE INC. demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Montréal, le 9 novembre 2010.
Les procureurs de la compagnie, Davies Ward Phillips & Vineberg S.E.N.C.R.L., s.r.l.

AVIS
La Presse se réserve le droit de refuser l'insertion de toute annonce contraire aux normes et traditions établies dans notre société.

SNC • LAVALIN
Avis de dividende
Le conseil d'administration de la société Groupe SNC-Lavalin inc. a déclaré un dividende trimestriel de dix-sept cents (0,17 \$) l'action sur les actions ordinaires en circulation de la société, payable le 3 décembre 2010 aux actionnaires inscrits aux registres de la société à la fermeture des bureaux le 19 novembre 2010.
Par ordre du conseil d'administration
Yves Laverdière, Vice-président et secrétaire de l'entreprise
Montréal (Québec)
Le 5 novembre 2010
Groupe SNC • LAVALIN inc.

GRANDE VENTE DE VÊTEMENTS POUR HOMMES
Mode de concepteurs européens supérieurs
Costumes
Cuir-Chemises
Pulis-Pantalons
Vestons-Imperméables
Manteaux d'hiver
RABAIS DE 60% À 70%
NOUVEL ARRIVAGE AUTOMNE/HIVER
Ouvert du lundi au vendredi de 10h à 18h
Samedi de 10h à 17h
OMEGA VÊTEMENTS POUR HOMMES
491, boul. Lebeau, Saint-Laurent, H4N 1S2
au sud de Côte-Vertu
514 788-5155
www.omegahomme.com

Richardson GMP souhaite la bienvenue aux clients de Christopher Brière
En se joignant à Richardson GMP, Christopher Brière, directeur, Gestion de patrimoine, apporte plus de 22 ans d'expérience en conseils de placement. Convaincu que les meilleurs conseils reposent sur la confiance, l'intégrité et la compréhension des besoins uniques des clients, Christopher est ravi de pouvoir les aider ainsi que leur famille, chez Richardson GMP.
Richardson GMP Limitée, société indépendante de gestion de patrimoine la plus importante au Canada, offre aux familles et entrepreneurs des services de placement exclusifs et innovateurs.
1250, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 1500
Tél. : 514.981.5758
Christopher.Briere@RichardsonGMP.com
RICHARDSON GMP
www.RichardsonGMP.com
Richardson GMP Limitée, Membre du Fonds canadien de protection des épargnants. Richardson est une marque de commerce de James Richardson & Fils, Limitée. GMP est une marque de commerce déposée de GMP Valeurs Mobilières S.E.C. Ces deux marques sont utilisées sous licence par Richardson GMP Limitée.

AVIATION D'AFFAIRES

Bombardier perd la position de tête

MARIE TISON

Bombardier a perdu sa position de chef de file de l'aviation d'affaires au troisième trimestre de 2010.

Selon des données colligées par la General Aviation Manufacturers Association (GAMA), la valeur des livraisons des sociétés Dassault Falcon et de Gulfstream ont dépassé celle de l'avionneur montréalais pour la première fois depuis de nombreuses années.

Le ralentissement économique a été particulièrement

difficile pour Bombardier. L'avionneur n'a livré que 25 avions d'affaires au cours du troisième trimestre de l'année 2010, comparativement à 36 appareils au cours du même trimestre de l'année 2009. C'est une baisse dramatique de 30%.

La valeur des livraisons n'a cependant diminué que de 15,9%, passant de 1 milliard US à 854 millions US. C'est que Bombardier a livré à peu près le même nombre d'appareils Global, les avions les plus coûteux de sa gamme.

La récession a eu davantage d'effets sur les petits appareils,

qui rapportent moins de revenus. Ainsi, Bombardier n'a livré que 4 appareils Learjet au troisième trimestre de 2010, comparativement à 10 à la même période de 2009.

Dassault Falcon premier

La valeur des livraisons de Dassault Falcon n'a diminué que de 5,6% au troisième trimestre, passant de 974 à 920 millions US, ce qui lui a permis de s'emparer du premier rang. L'avionneur européen construit essentiellement de gros avions d'affaires. C'est aussi le cas de

Gulfstream, qui a même vu la valeur de ses livraisons augmenter de 17,4% au troisième trimestre, pour atteindre 902 millions US.

Cessna, qui se spécialise dans les petits avions, a connu un troisième trimestre particulièrement difficile: la valeur de ses livraisons a diminué de moitié, passant de 595 à 286 millions US.

Hawker Beechcraft et Embraer ont pris la cinquième et la sixième position dans ce palmarès, avec des ventes respectives de 264 millions US et de 207 millions US.

Bombardier réplique

La porte-parole de Bombardier Avions d'affaires, Danielle Boudreau, a affirmé que, chez Bombardier, le troisième trimestre était toujours plus tranquille que les autres en raison de l'arrêt de production estival.

«Si on regarde les résultats cumulés depuis le début de l'année, nous sommes toujours en tête», a-t-elle fait valoir.

L'avionneur montréalais a en effet enregistré des ventes de 3,5 milliards US pour les neuf premiers mois de l'année, comparativement à 3,1 milliards US pour Gulfstream et 2,7 milliards US pour Dassault.

Pour l'ensemble de l'industrie de l'aviation d'affaires et de l'aviation générale, la valeur des livraisons a diminué de 8,3% au troisième trimestre. L'industrie continue donc de ressentir les impacts du ralentissement.

Pour le revenu, tournez ici...

Les solutions de Fidelity en matière de revenu s'appuient sur 60 années d'expérience, un large réseau de recherche international et des connaissances approfondies au sujet de chaque placement que nous sélectionnons.

Lipper et Morningstar, deux sociétés canadiennes de premier rang en recherche sur les placements, ont toutes deux récompensé le rendement obtenu par ces solutions.



Fonds Fidelity Dividendes

Cote générale de Morningstar^{MC}

Fonds Fidelity Dividendes Plus

(anciennement Fonds Fidelity Fiducies de revenu)

Cote générale de Morningstar^{MC}

Fonds Fidelity Revenu mensuel

Cote générale de Morningstar^{MC}

Fonds Fidelity Répartition de revenu

(anciennement Fonds Fidelity Revenu mensuel élevé)

Cote générale de Morningstar^{MC}

Fonds Fidelity Obligations de sociétés



Catégorie Fidelity Obligations de société à rendement en capital (pour une efficacité fiscale supérieure)

POUR EN SAVOIR D'AVANTAGE, ADRESSEZ-VOUS À VOTRE CONSEILLER EN PLACEMENTS



Veillez lire le prospectus d'un fonds et consulter votre conseiller en placements avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis; leur valeur est appelée à fluctuer fréquemment et le rendement passé pourrait ou non être reproduit. Les investisseurs verseront des frais de gestion et des charges et pourraient devoir payer des commissions ou des frais de maintien. De plus, ils pourraient réaliser un profit ou subir une perte. Les données de rendement standard au 30 septembre 2010 (série B) sont les suivantes : Fonds Fidelity Dividendes : 1 an, 11,2 %; 3 ans, 1,4 %; 5 ans, 6,4 %; depuis la création (mai 2005), 8,1 %; Fonds Fidelity Dividendes Plus : 1 an, 28,7 %; 3 ans, 7,5 %; 5 ans, 9,2 %; depuis la création (mai 2005), 12,4 %; Fonds Fidelity Revenu mensuel : 1 an, 14,0 %; 3 ans, 3,1 %; 5 ans, 5,8 %; depuis la création (novembre 2003), 7,9 %; Fonds Fidelity Répartition de revenu : 1 an, 21,8 %; 3 ans, 5,4 %; 5 ans, 7,7 %; depuis la création (mai 2005), 9,8 %.

Les Prix Lipper sont décernés aux fonds offrant les meilleurs rendements ajustés au risque pour les périodes mentionnées terminées le 31 décembre 2009 (série A) comme suit : Le Fonds Fidelity Dividendes a été jugé meilleur fonds d'actions canadiennes de revenu sur 3 ans; Le Fonds Fidelity Dividendes Plus (anciennement le Fonds Fidelity Fiducies de revenu) a été jugé meilleur fonds canadien de fiducies de revenu sur des périodes de un et trois ans; Le Fonds Fidelity Revenu mensuel a été jugé meilleur fonds équilibré canadien neutre sur une période de cinq ans; Le Fonds Fidelity Répartition de revenu (anciennement le Fonds Fidelity Revenu mensuel élevé) a été jugé meilleur fonds équilibré canadien d'actions sur trois ans. Même si Lipper déploie des efforts raisonnables en vue d'assurer l'exactitude et la fiabilité des données aux présentes, celles-ci ne sont pas garanties par Lipper. Les utilisateurs reconnaissent qu'ils ne se sont pas fiés à toute garantie, condition ou représentation faite par Lipper et l'utilisation des données aux fins d'analyse, de gestion ou de négociation d'instruments financiers est au risque de l'utilisateur. La présente n'est pas une offre d'achat ou de vente de titres. Lipper Inc. est une société de Thomson Reuters.

Les Cotes Morningstar reflètent les rendements au 30 septembre 2010 et peuvent changer d'un mois à l'autre. Les cotes sont calculées à partir des rendements du fonds ajustés au risque sur 3, 5 et 10 ans comparativement aux rendements des bons du Trésor à 91 jours et aux fonds de sa catégorie. Les fonds qui se retrouvent parmi les meilleurs 10 % de leur catégorie reçoivent 5 étoiles. La cote générale est tirée d'une combinaison pondérée des cotes sur 3, 5 et 10 ans. La catégorie Morningstar, les cotes étoiles et le nombre de fonds dans chaque catégorie pour les périodes standards sont les suivantes : Fonds Fidelity Dividendes Plus : catégorie Morningstar Fiducies de revenu canadiennes; 3 ans, 4 étoiles (30 fonds); 5 ans, 5 étoiles (18 fonds); date de création : mai 2005; Fonds Fidelity Dividendes : catégorie Morningstar Actions canadiennes de revenu; 3 ans, 5 étoiles (191 fonds); 5 ans, 5 étoiles (79 fonds); date de création : mai 2005; Fonds Fidelity Revenu mensuel : catégorie Morningstar Équilibrés canadiens neutres; 3 ans, 4 étoiles (299 fonds); 5 ans, 5 étoiles (145 fonds); date de création : novembre 2003; Fonds Fidelity Répartition de revenu : catégorie Morningstar Équilibrés canadiens d'actions; 3 ans, 5 étoiles (169 fonds); 5 ans, 5 étoiles (101 fonds); date de création : mai 2005. ©2010 Morningstar Research Inc. Tous droits réservés. Pour tout complément d'information, rendez-vous sur le site www.morningstar.ca. Les renseignements contenus aux présentes : 1) sont la propriété de Morningstar ou de ses fournisseurs d'information; 2) ne peuvent pas être copiés ni distribués; 3) ne sont pas garantis comme étant exacts, complets ou à jour. Ni Morningstar, ni ses fournisseurs d'information ne sont responsables de quelque dommage ou perte que ce soit, consécutif à l'utilisation de ces renseignements. Les rendements passés ne garantissent pas les résultats futurs Fidelity Investments est une marque déposée de FMR LLC. Les marques de commerce de tierces parties appartiennent à leurs propriétaires respectifs. ©2010. 562454.3.0

SECTEUR DE L'ÉNERGIE

GAZ DE SCHISTE

Le péril du mont Saint-Hilaire ?



MICHEL
GIRARD
CHRONIQUE

Qui dit que l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans la Vallée-du-Richelieu ne mettront pas en péril le mont Saint-Hilaire, lequel a été nommé en 1978 première Réserve canadienne de la Biosphère dans le cadre du programme de l'UNESCO sur l'homme et la biosphère ?

Comme rien, à l'heure actuelle, ne prouve le contraire, les mandataires de ce joyau mondial de la nature (avec sa forêt ancienne, ses 200 espèces d'oiseaux et nombre de mammifères et de plantes rares) lancent un cri d'alarme devant l'empressement du gouvernement Charest à aller de l'avant avec le gaz de schiste.

Dans le dossier du gaz de schiste (auss appelé gaz de shale), je ne comprends pas le zèle du gouvernement Charest. D'une part, il a mandaté le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) de mener une vaste consultation publique afin de l'éclairer, entre autres, sur les dangers liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste... Et, d'autre part, il permet à des sociétés pétrolières d'effectuer présentement des travaux de forage sur de controversés territoires habités, alors que le BAPE est loin d'avoir terminé son mandat.

C'est complètement illogique de donner le feu vert à des travaux de forage alors qu'on ne connaît pas l'impact potentiellement dévastateur que

ces mêmes travaux pourraient avoir sur l'environnement du territoire exploré. Mettre la foreuse devant le BAPE, c'est comme mettre la charrue devant les boeufs. Ce n'est vraiment pas efficace !

Pour démontrer concrètement l'illogisme de la stratégie du gouvernement Charest dans le dossier du gaz de schiste, regardons justement ce qui se passe dans la Vallée-du-Richelieu.

À partir de lundi prochain, 15 novembre, le BAPE amorcera à Longueuil la « deuxième partie de l'audience publique » de la commission d'enquête sur le développement durable de l'industrie du gaz de schiste au Québec. Cette deuxième partie sera consacrée exclusivement à l'audition des mémoires des municipalités, des organismes et des groupes interpellés par le controversé dossier.

Eh bien, pendant que tout ce beau monde va parader devant le BAPE pour faire part aux commissaires de leurs inquiétudes, préoccupations, questions et recommandations, le gouvernement Charest, lui, permet notamment à la société Canadian Forest Oil, de Calgary, d'effectuer des travaux de forage dans la municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu.

En effet, la société a avisé les citoyens de la municipalité que les travaux de forage de son « puits stratigraphique vertical d'exploration »



PHOTO FOURNIE PAR LE CENTRE DE LA NATURE DU MONT SAINT-HILAIRE

Le Centre de la nature du mont Saint-Hilaire réclame la protection inconditionnelle des bois et milieux humides et l'interdiction de les fragmenter davantage, ainsi que l'imposition aux exploitants de gaz de schiste d'une distance vitale à respecter par rapport à la forêt, aux bois et aux milieux humides.

allaient commencer autour du 15 novembre, pour se terminer vers la fin de novembre. En vue de préparer le forage, la société effectue depuis deux semaines sur le terrain des travaux de décapage de terre avec de la machinerie lourde.

« Nous aimerions vous signaler que ce forage vise à évaluer les couches géologiques présentes jusqu'à une profondeur de 1200 à 1300 mètres et d'y effectuer des carottages de la roche en place, afin de pouvoir en évaluer son potentiel », indique Canadian Forest Oil dans la lettre distribuée aux citoyens de Saint-Denis-sur-Richelieu, que le maire Jacques Villemaire nous a fait parvenir à notre demande.

Mais comble de l'ironie : « Enfin, nous devons vous sou-

ligner que notre compagnie se doit absolument de procéder à l'exécution de ces travaux de forage vertical, avant la fin de 2010, et ce, afin de protéger nos droits et intérêts dans le permis d'exploration obtenu dans votre région. »

Quelle situation ridicule ! À cause de l'empressement du gouvernement Charest à lancer le Québec dans l'exploitation du gaz de schiste, les sociétés se dépêchent d'effectuer des travaux d'exploration pour protéger leurs droits et intérêts... sur le dos de la population. Comme si les citoyens des municipalités ciblées par le gaz de schiste n'avaient pas, eux, des droits et des intérêts à protéger !

Revenons à la Réserve de biosphère du mont Saint-

Hilaire. Dans le mémoire présenté la semaine prochaine au BAPE, le directeur du Centre de la nature du mont Saint-Hilaire (et responsable de ladite Réserve mondiale), Kees Vanderheyden, souhaite sensibiliser le BAPE en apportant « une perspective en matière de protection de la biodiversité » de nos forêts, de nos bois, de nos couloirs forestiers et de nos milieux humides. Quand on parle de protection de la Réserve de biosphère du mont Saint-Hilaire, cela englobe non seulement la montagne, mais également le territoire environnant de Mont-Saint-Hilaire, lequel touche les écosystèmes, les espèces et les paysages de plusieurs autres municipalités telles que Saint-Mathias-sur-Richelieu, Otterburn Park, Saint-Charles-sur-Richelieu, Saint-Denis-sur-Richelieu, Saint-Jean-Baptiste, La Présentation.

Le Centre de la nature du mont Saint-Hilaire réclame la protection inconditionnelle des bois et milieux humides et l'interdiction de les fragmenter davantage ; l'imposition aux exploitants de gaz de schiste d'une distance vitale à respecter par rapport à la forêt, aux bois et aux milieux humides ; la protection intégrale de la biodiversité à court et long terme. Pour établir des règles claires et fermes, il faut s'appuyer sur des recherches scientifiques appropriées.

Le hic : ces recherches ne sont pas encore faites. Que le gouvernement Charest prenne donc le temps de les faire avant de lancer le Québec dans l'exploitation du gaz de schiste. Il me semble qu'il n'est pas nécessaire d'habiter Mont-Saint-Hilaire, comme moi, pour comprendre cela !

PUBLICITÉ



Les chemins enchantés de la Toscane

TOSCANE, ITALIE

Le paysage de la Toscane semble sorti d'un conte de fées. Collines ondoyantes dessinant une mosaïque de safran, de lavande et de vert aux multiples nuances. Impeccables allées de cyprès. Châteaux et villas rongés par le temps.

Si vous osez le détour, la voiture reste le meilleur moyen d'explorer les villages pittoresques de Montalcino, Montepulciano et San Gimignano, dans les collines toscanes. Bien qu'il soit sage de planifier à l'avance votre itinéraire, sachez que les chemins étroits et tortueux y sont parfois mal indiqués. À un moment où l'autre,

vous ferez probablement fausse route. Mais rassurez-vous, la Toscane est l'un de ces endroits où les détours réservent toujours de belles surprises.

D'ailleurs, ils surviennent assez souvent. Un virage raté marque parfois le début d'une aventure : le sentier poussiéreux d'un vignoble, un pique-nique à l'ombre des oliviers, le chant

des vèpres dans une abbaye retirée, une promenade dans les jardins broussailleux d'un château en ruines. Loin des sentiers battus que proposent les guides touristiques, ces merveilles font partie de ce que vous réservez des vacances en Toscane : d'inoubliables souvenirs que vous chérez votre vie durant.

NE LAISSEZ PAS LES CAPRICES DU MARCHÉ GÂTER VOTRE PLAISIR.

Vos placements vous inquiètent? Forts de plus de 120 ans dans le secteur de l'assurance, nous offrons une expertise en gestion de placement et de patrimoine qui fait envie aux autres sociétés de fonds communs. Une approche novatrice des placements qui a de quoi vous rassurer. Parlez-en à votre conseiller ou visitez fondscommunsmanuvie.ca



Fonds communs Manuvie

Pour votre avenir^{MC}

Les Fonds Manuvie sont gérés par Fonds communs Manuvie, division de Gestion d'actif Manuvie limitée. Les noms Manuvie et Fonds communs Manuvie, le logo qui les accompagne, le titre d'appel « Pour votre avenir », les quatre cubes et les mots « Solide, Fiable, Sûre, Avant-gardiste » sont des marques de commerce de La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturiers qu'elle et ses sociétés affiliées utilisent sous licence.

Chevron fait un pas dans le gaz de schiste

Le géant américain achète Atlas Energy, active au Québec

AGENCE FRANCE-PRESSE
ET LA PRESSE

NEW YORK — Le groupe pétrolier américain Chevron achète le producteur de gaz de schiste Atlas Energy pour 3,2 milliards US, plus 1,1 milliard US de reprise de dette, soit une prime d'environ 37% pour les actionnaires.

« C'est une bonne occasion pour Chevron », a commenté le vice-président du conseil d'administration du groupe californien George Kirkland, hier. « Nous achetons une société qui a une des meilleures zones de la prolifique formation de gaz de schiste Marcellus », en Pennsylvanie.

Pour M. Kirkland, « les ressources de grande qualité, les coûts compétitifs dans la formation Marcellus, le fort potentiel de croissance des actifs et la proximité de l'un des marchés les plus solides du

gaz naturel font de cette acquisition ciblée un investissement intéressant pour Chevron. »

Les actionnaires d'Atlas Energy se voient offrir 38,25\$US en numéraire pour chacun de leurs titres, ainsi que certains titres de son partenaire

comme la formation de schiste d'Utica/Collingwood, qui s'étend notamment au Québec, dans le Bas-Saint-Laurent.

Cette acquisition confirme l'intérêt croissant des grands groupes d'hydrocarbures pour le gaz de schiste, ou non

dien Reliance ont également investi dans la formation de Marcellus, ce dernier d'ailleurs avec Atlas, ce qui en fera désormais un partenaire de Chevron.

Pour l'analyste de la Barclays Harry Mateer, « la décision de

de produire (du gaz) à un prix attractif si de gros groupes débarquent » dans ce marché.

Du point de vue des grands groupes pétroliers, ces gisements permettent de compenser la réduction de la production de pétrole. « Parce que les pétrolières dépendent beaucoup de leurs réserves de remplacement pour maintenir leur cours de Bourse, ajouter des barils d'équivalent pétrole sous forme de gaz est nécessaire », expliquait l'analyste Paul Ausick sur le site 247WallSt.com.

Le titre Atlas Energy bondissait logiquement de 34% à 42,50\$US, et celui de Chevron perdait 1,2% à 83,56\$US hier à la Bourse de New York.

La transaction, qui suppose plusieurs opérations de restructuration pour Atlas Energy, doit encore être approuvée par ses actionnaires et par les autorités de la concurrence.

Atlas Pipeline Holdings d'une valeur d'environ 5,09\$US.

Chevron de son côté met la main sur 24,07 milliards de mètres cubes de réserves de gaz prouvées.

Outre la formation Marcellus, Atlas Energy est aussi présent dans d'autres régions des Appalaches,

conventionnel. En décembre 2009, le numéro un mondial ExxonMobil avait déboursé 41 milliards US pour s'emparer de son compatriote XTO Energy, dont le principal attrait était ses gisements de gaz non conventionnel prometteurs.

Depuis le printemps, le canadien Talisman et l'in-

Chevron d'investir dans la formation de Marcellus témoigne (...) des promesses de la région, et devrait avoir des implications positives pour les sociétés qui y ont pris pied, comme Talisman – mais nous notons qu'il pourrait être difficile pour un acteur (de second plan) comme Talisman

« Les ressources de grande qualité, les coûts compétitifs dans la formation Marcellus, le fort potentiel de croissance des actifs et la proximité de l'un des marchés les plus solides du gaz naturel font de cette acquisition ciblée un investissement intéressant pour Chevron. » — George Kirkland, vice-président du conseil d'administration de Chevron

PÉTROLE

Demande et prix en hausse d'ici 2035

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — La demande mondiale de pétrole devrait croître de 18% entre 2009 et 2035, tirée en grande partie par l'appétit énergétique de la Chine, et le prix du baril devrait grimper à 113\$US dans 25 ans, après une phase de forte volatilité, selon le rapport annuel de l'AIE publié hier.

Dans son rapport sur les perspectives énergétiques mondiales, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) s'attend à ce que la demande de pétrole (hors biocarburants) atteigne quelque 99 millions de barils par jour (mb/j) en 2035, soit 15 mb/j de plus qu'en 2009.

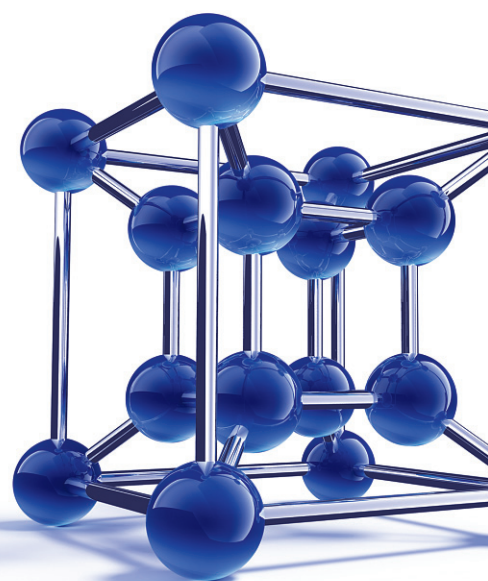
Cette hausse provient entièrement des pays non membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui réunit les États les plus riches et dont l'AIE est le bras énergétique.

Et près de la moitié de la progression est due uniquement à la Chine, essentiellement en raison de ses besoins en carburants pour les transports, souligne l'agence dont le siège est à Paris. Au sein de l'OCDE, la demande chuterait même de plus de 6 mb/j sur cette période.

Quant à la production totale de pétrole (y compris non conventionnel et le gaz naturel liquéfié), elle atteindrait 96 mb/j en 2035, mais des gains dans le processus de transformation permettraient de satisfaire la demande.

L'agence s'attend à une forte volatilité du prix du pétrole à court terme, mais prévoit un rebond sur la longue période, le baril pouvant atteindre 113 dollars en 2035, contre plus de 87\$US aujourd'hui.

À Laval, l'économie de la science et du haut savoir a un avenir!



Nous y croyons, nous y travaillons et nous franchissons de nouvelles étapes chaque année pour mettre en place une technopole ouverte à la recherche, à l'innovation, au savoir et à la commercialisation des meilleures idées et solutions.

Nous nous sommes donné des outils pertinents et efficaces pour créer un environnement scientifique de fort calibre au soutien de la création d'une véritable valeur. Nous comptons maintenant sur des masses critiques importantes dans le BIOPÔLE, le e-PÔLE, l'AGROPÔLE et le PÔLE INDUSTRIEL à haute teneur technologique. Nous développons une Cité du Savoir avec patience et vision. Laval devient de plus en plus une ville universitaire. Les premiers pas sont franchis, et nous poserons les gestes pour enrichir encore davantage notre Cité du Savoir. Nous ne manquons pas d'idées et de temps, car nous savons que nous bâtissons l'avenir.

Investissez à Laval, et bâtissez avec nous cette technopole qui ne cesse de surprendre.

1555, boulevard Chomedey
Bureau 100
Laval (Québec) H7V 3Z1
Téléphone : 450 978-5959
Télécopieur : 450 978-5970
info@lavaltechnopole.com
www.lavaltechnopole.com

LAVAL
TECHNOPOLE
DES EXPERTS AU SERVICE DES ENTREPRISES DE LAVAL

Il y a une place pour vous à Laval...



AVIS DE DIVIDENDES

La Banque Laurentienne du Canada a déclaré les dividendes suivants payables le 15 décembre 2010 aux actionnaires inscrits à la fermeture des affaires le 9 décembre 2010 :

Actions privilégiées

- Série 9 (dividende n° 37) de 0,375 \$ par action
- Série 10 (dividende n° 27) de 0,328125 \$ par action

Par ordre du conseil d'administration

Lorraine Pilon
Secrétaire

Montréal, le 3 novembre 2010

L'investissement socialement responsable

Fonds Desjardins - Chef de file de l'investissement socialement responsable au Canada

Ce n'est pas d'hier que Fonds Desjardins est présent dans le domaine de l'investissement responsable au Canada. Dès 1990, Desjardins a fait figure de pionner en procédant au lancement du Fonds Desjardins Environnement, le premier fonds du genre au Québec et le deuxième au Canada. Au cours des dernières années, l'engagement de Fonds Desjardins dans le domaine de l'investissement socialement responsable (ISR) s'est accru significativement grâce notamment à l'acquisition par le Mouvement Desjardins d'une participation de 50 % dans les Fonds Éthiques, maintenant regroupés au sein de la société Placements NordOuest & Éthiques (PNE). Leader

reconnu et respecté au pays dans le domaine de l'ISR, Fonds Éthiques est aujourd'hui un partenaire privilégié de Fonds Desjardins.

Une expertise unique au pays

Ce partenariat entre Fonds Desjardins et Fonds Éthiques aura certainement permis de contribuer au développement et au renforcement de l'ISR à l'échelle du pays, mais il a aussi fourni de nouvelles possibilités à Fonds Desjardins. « Cette alliance nous a donné accès à une expertise unique en matière d'ISR au Canada. Notre partenaire a développé une approche extrêmement solide et rigoureuse pour le guider dans ses choix d'investissement. Nous

avons pu tirer profit de ce savoir-faire avec le lancement en 2009 des portefeuilles SociéTerre, venus enrichir l'offre de Fonds Desjardins en ISR », se souvient Hélène Gagné, directrice principale Commercialisation, Gestion du patrimoine au Mouvement Desjardins.

L'approche développée par Fonds Éthiques, et qui a été intégrée aux portefeuilles SociéTerre, repose sur différents points d'appui, dont un filtre d'évaluation extra-financière pour sélectionner les entreprises dans lesquelles on souhaite investir. Ce filtre inclut des critères aux plans environnemental, social et de la gouvernance (ESG). « Pour certaines des entreprises dans lesquelles participations, on mise aussi

sur un programme d'actionariat engagé et sur la mise en place d'un dialogue ouvert pour les inciter à adopter des façons de faire qui soient conformes aux meilleures pratiques ESG », souligne Mme Gagné.

Une demande pour l'ISR en croissance

Au cours des années, nous avons assisté à un intérêt grandissant des investisseurs pour l'ISR. Malgré la crise financière de 2008, la demande pour ce type de produits financiers a continué de croître. « Dans un tel contexte, les portefeuilles SociéTerre répondent spécifiquement à la demande des épargnants qui souhaitent pouvoir investir dans des produits financiers qui soient

conformes à leurs valeurs », affirme Mme Gagné.

Les portefeuilles d'investissement SociéTerre sont

offerts aux membres de Desjardins par l'entremise du réseau des caisses Desjardins partout au Québec et en Ontario.



Investir dans des entreprises performantes et responsables

Par le biais de ses portefeuilles SociéTerre, Fonds Desjardins investit dans des entreprises qui, en plus d'afficher une bonne performance financière, adoptent des pratiques d'affaires responsables et se montrent ouvertes à progresser dans cette voie.

A cette fin, Fonds Desjardins effectue une analyse extra-financière des entreprises, qui s'appuie sur des critères relatifs aux aspects environnementaux,

sociaux et de gouvernance. Ce système d'évaluation distinctif a été mis au point par Fonds Éthiques, partenaire de Desjardins. « Ainsi, concrètement, par le biais de cette analyse, nous allons notamment considérer les émissions de polluants d'une entreprise, le respect des droits des travailleurs dans la chaîne d'approvisionnement ou la composition et l'indépendance du conseil d'administration », précise Rosalie Vendette,

conseillère en investissement socialement responsable chez Fonds Desjardins.

Des portefeuilles ISR compétitifs

Cela étant dit, rappelle Mme Vendette, les portefeuilles SociéTerre visent également à faire fructifier les avoirs de leurs détenteurs, à l'instar de tout bon fonds de placement. « Nous avons conçu nos portefeuilles SociéTerre pour qu'ils puissent générer un

rendement compétitif. Au sein de la famille SociéTerre, nous avons développé quatre portefeuilles distincts pour répondre aux besoins de différents profils d'investisseurs. Ces portefeuilles s'appuient sur une stratégie de diversification des investissements dans tous les champs de l'activité économique, à l'exception des secteurs de l'armement, du nucléaire et du tabac qui sont exclus, en vertu de l'approche préconisée par Desjardins en matière d'ISR », précise Mme Vendette.

Les quatre portefeuilles sont : SociéTerre Équilibré, SociéTerre Croissance, SociéTerre Croissance plus et SociéTerre Sécuritaire boursier. Les portefeuilles SociéTerre sont composés de Fonds Éthiques et du Fonds Desjardins Environnement.

Changer le monde, une entreprise à la fois
Desjardins et Fonds

Éthiques privilégient une démarche proactive visant à influencer le comportement des sociétés à la source : le programme d'engagement des actionnaires. Ce programme s'appuie sur l'établissement d'un dialogue ouvert avec les dirigeants des entreprises concernées, la soumission de propositions lors des assemblées d'actionnaires, l'exercice du droit de vote et si la situation le requiert, le retrait des sommes investies.

Cette stratégie vise à changer de manière positive et durable le comportement des entreprises dans lesquelles Fonds Desjardins et Fonds Éthiques investissent aux plans social, environnemental et de la gouvernance, et à inciter leurs pairs à suivre leur exemple. « Nous voulons influencer de l'intérieur les entreprises et les amener à adopter des pratiques d'affaires plus responsables envers toutes les parties

prenantes, que ce soit leurs employés, les actionnaires et investisseurs, les collectivités où elles sont établies, ou l'environnement. Les entreprises qui acceptent de changer y gagnent aussi, par une meilleure gestion de leurs risques et par une amélioration de leur réputation. Il n'y a que des gagnants en matière d'ISR », fait valoir Bob Walker, vice-président chez Fonds Éthiques.

En mettant sur pied les portefeuilles SociéTerre, Fonds Desjardins estime avoir répondu aux attentes des différentes parties touchées directement ou indirectement par l'ISR. « Pour le Mouvement Desjardins, c'est une véritable source de fierté et de satisfaction d'avoir été pionnier dans le domaine de l'ISR au pays. Car ce sont à la fois les entreprises les épargnants, la collectivité et le simple citoyen qui tirent profit des bénéfices de notre engagement ISR », conclut Mme Vendette.

ON AIME CE QUI EST DURABLE.
SURTOUT S'IL
S'AGIT DE
PROSPÉRITÉ.

Des études démontrent que les entreprises socialement responsables sont plus performantes à long terme.

Notre méthode rigoureuse d'analyse des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) a pour but de déceler les risques, de saisir les occasions, mais surtout de favoriser un rendement optimal.

Renseignez-vous sur nos fonds primés, gérés de main de maître, sous l'œil attentif de notre équipe d'analystes ESG la plus complète au Canada. Découvrez comment investir de façon responsable est un choix intelligent.

FAITES LE BON CHOIX
CONTACTEZ-NOUS :
FONDSETHIQUE.COM
1 877 ETHICAL (384-4225)

**Fonds
Éthiques**

Des commissions, commissions de suivi, frais de gestion et dépenses peuvent tous être associés à des investissements dans des fonds communs de placement. Veuillez lire le prospectus sur les fonds communs de placement avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur change fréquemment et le rendement antérieur peut ne pas être reproduit. Fonds Éthiques est une marque de commerce déposée de Placements NordOuest & Éthiques S.E.C.

Fonds Desjardins: 20 ans d'engagement ISR

En lançant dès 1990 le Fonds Desjardins Environnement (FDE), le Mouvement Desjardins entrait dans un domaine encore méconnu au Canada et jetait quelques-unes des premières assises de l'investissement socialement responsable au pays.

La singularité du FDE reposait notamment sur la création d'un comité consultatif, composé de spécialistes reconnus dans le domaine de l'environnement. Les membres de ce comité ont veillé à établir des critères d'admissibilité précis pour la sélection des entreprises appelées à composer le FDE. « Cela constituait alors une approche très innovatrice au Canada dans le domaine de l'investissement. C'est ainsi que nous avons fait nos premiers pas dans le secteur de l'investissement responsable. Cela représentait déjà une façon unique pour les investisseurs de concilier leurs objectifs de planification financière avec leurs préoccupations environnementales dans leurs choix de placement », se rappelle Hélène Gagné, directrice principale Commercialisation, Gestion du patrimoine au

Au cours des deux décennies qui suivirent, le comité consultatif et les gestionnaires du Fonds Desjardins Environnement ont poursuivi leur mandat avec diligence et sans relâche. Le FDE est aujourd'hui intégré aux portefeuilles SociéTerre.

Un engagement qui s'est élargi

Au fil des ans, l'engagement de Fonds Desjardins dans le domaine de l'investissement socialement responsable ne s'est pas démenti, ce qui lui permet aujourd'hui d'être un leader dans ce domaine au Canada, estime Hélène Gagné.

Après l'acquisition d'une participation de 50 % du Mouvement Desjardins dans les Fonds Éthiques, maintenant regroupés au sein de la société Placements NordOuest & Éthiques, Fonds Desjardins mettait sur pied en 2009 les portefeuilles SociéTerre, composés du Fonds Desjardins Environnement et des Fonds Éthiques, produits d'investissement développés par son partenaire Placements NordOuest & Éthiques. Ces portefeuilles d'investissement constituent aujourd'hui l'une des solutions de placements

plus en demande au Québec.

L'année 2010 a été aussi bien remplie au chapitre de l'investissement responsable pour le Mouvement Desjardins. Au printemps dernier, par deux nouvelles initiatives, le groupe financier coopératif a réaffirmé son soutien auprès d'organismes voués à la protection de l'environnement et à la promotion de pratiques d'affaires socialement responsables. C'est ainsi que l'institution financière est devenue signataire des Principes pour l'investissement responsable (PRI) – une initiative de l'Organisation des Nations Unies (ONU) – et de la Convention pour la conservation de la forêt boréale. Dans la même période, Desjardins annonçait son adhésion au Conseil principal de la forêt boréale. « Il était pour nous naturel d'apporter notre appui à des initiatives environnementales et sociales qui incarnent des principes au cœur de la mission du Mouvement Desjardins. Nous espérons que notre soutien à ces organismes encouragera d'autres entreprises et organisations canadiennes à faire de même »,

Un développement durable, financé par l'investissement socialement responsable

Au Canada, les actifs placés dans l'investissement socialement responsable (ISR) représentent plus de 600 milliards de \$ et attirent de plus en plus les investisseurs, les conseillers et les gestionnaires de biens. Un nombre croissant d'investisseurs considèrent en effet l'ISR non seulement comme

un outil essentiel permettant de mitiger le risque financier, mais aussi comme le moyen d'attirer les capitaux nécessaires pour investir dans le développement durable et garantir ainsi notre prospérité future.

L'investissement socialement responsable se fonde sur une idée simple. Dans leur démarche de

recherche et de sélection de placements, les conseillers, analystes et gestionnaires en ISR, quand ils examinent les portefeuilles des différentes sociétés, prennent en compte des considérations d'ordre environnemental, social et de gouvernance (ESG). Ces dernières sont liées à de nombreuses

problématiques, telles que l'empreinte de carbone d'une société, la durabilité de ses produits et de ses services, ses activités dans les pays en voie de développement, de même que ses relations avec ses employés, ses fournisseurs, ses clients et les collectivités. Il est ainsi possible de se faire une idée beaucoup plus précise de la société, et de mieux savoir si elle constitue un bon choix, en termes d'investissement.

Cette analyse se révèle également utile pour mieux gérer les placements en cours. Ainsi, certains investisseurs institutionnels, tels que les fonds communs, placent de l'argent dans les sociétés qui sont, dans leur domaine, chefs de file en matière ESG, même si elles présentent un ou deux problèmes à ce niveau. D'autres, tels que les grandes caisses de retraites, sont cotées en bourse et ce faisant, ne peuvent pas se permettre de n'investir que dans un certain type d'entreprises; elles brassent en effet une telle quantité d'argent qu'elles n'ont d'autre choix que de le placer dans toutes les sociétés existantes sur les marchés.

Pour résoudre ce problème, le monde de l'entreprise doit être sensibilisé aux questions ESG. Les investisseurs peuvent recourir à l'ISR pour cerner, dans les portefeuilles des sociétés, les risques en matière ESG, et faire pression sur leurs dirigeants pour qu'ils les reconnaissent et s'engagent à y apporter des solutions. Parfois, ces investisseurs soutiennent les propositions avancées par les actionnaires pour inciter les sociétés à l'action. Ces dernières années, ce type d'activisme actionnarial a poussé celles-ci à prendre des mesures, notamment vis-à-vis du

réchauffement climatique, de l'exploitation des sables bitumineux, de la rémunération des cadres supérieurs, et des codes de conduite des entreprises. Le risque financier s'en trouve diminué et la responsabilité des sociétés, accrue.

L'investissement socialement responsable permet aussi de découvrir les entreprises destinées à devenir les chefs de file du développement durable. L'analyse fondée sur l'ISR permet en effet de détecter les sociétés les plus prometteuses dans les secteurs de la technologie propre, tels que les énergies renouvelables, la production de biomasse, l'efficacité énergétique appliquée aux infrastructures, de même que celles, de plus en plus nombreuses, dont l'activité est liée à la durabilité sous tous ses aspects : gestion de l'eau, transports, recyclage des déchets, immobilier, agriculture et matériaux.

Les investisseurs socialement responsables se tournent aussi vers des placements moins classiques, conçus pour venir en aide à des personnes défavorisées ou à des collectivités locales : projets communautaires de production d'énergie renouvelable, entreprises à vocation sociale employant des personnes ayant de faibles revenus, et sociétés sans but lucratif.

L'investissement socialement responsable, parce qu'il intègre des critères d'ordre environnemental, social et de gouvernance, constitue un bon outil pour déterminer le niveau de risque et attirer les capitaux qui nous permettront d'assurer à l'avenir nos besoins humains et écologiques.

Pour en savoir plus :
www.socialinvestment.ca/francais

Les portefeuilles SociéTerre de Desjardins: des fonds de placement socialement responsables

Les portefeuilles SociéTerre reposent à la fois sur des critères de performance financière et des critères extra-financiers. De plus, ces nouveaux portefeuilles sont assortis

d'un programme d'engagement des actionnaires qui vise à influencer favorablement le comportement des entreprises aux plans environnemental, social et d'une saine gouvernance.



Investissement socialement responsable

Analyse de critères financiers

Ratios financiers
Rendement
Risque

Analyse de critères extra-financiers

Environnement
Société
Gouvernance

Engagement d'entreprise

Dialogue
Propositions d'actionnaires
Exercice du droit de vote



Programme d'engagement des actionnaires

Desjardins et son partenaire Fonds Éthiques veillent à influencer le comportement des sociétés par le biais du Programme d'engagement des actionnaires, conçu et géré par Fonds

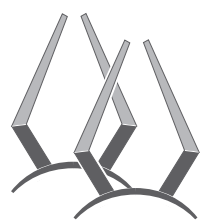
Éthiques. Ce programme repose sur l'établissement d'un dialogue avec les entreprises concernées, de propositions d'actionnaires, de vote par procuration et, comme ultime recours, de désinvestissement.

Dialogue avec les entreprises. Des échanges avec les entreprises sont initiés afin d'influencer ces dernières pour qu'elles modifient certaines pratiques ou comportements. Ces échanges s'effectuent prioritairement sur des bases de risque-rendement et en second lieu sur des valeurs éthiques.

Proposition d'actionnaires. Des propositions d'actionnaires inspirées de préoccupations extra-financières sont soumises aux assemblées générales des entreprises.



Bilodeau



LIPPER
FUND AWARDS 2010
CANADA

Double récompense pour le
Fonds Desjardins Environnement!

DESJARDINS : CHEF DE FILE EN INVESTISSEMENT RESPONSABLE

Il y a vingt ans déjà, l'équipe des Fonds Desjardins créait l'un des premiers fonds responsables au Canada et le premier au Québec : le Fonds Desjardins Environnement.

Récemment, nos experts innovaient à nouveau en créant la première solution de placement socialement responsable au Québec : les portefeuilles SociéTerre, composés notamment du Fonds Desjardins Environnement.

En optant pour nos solutions de placement responsable, vous faites le meilleur choix pour vous, votre collectivité et l'environnement.

Pour en savoir davantage et bénéficier de son expertise en matière de placement, communiquez avec votre conseiller de Desjardins.

1 800 CAISSES
fondsdesjardins.com



Desjardins

Coopérer pour créer l'avenir

SÉRIE FINANCES PERSONNELLES

DONNER DE SON VIVANT OU À SON DÉCÈS?



ILLUSTRATION, PHILIPPE TARDIF, LA PRESSE

Des finances personnelles bien gérées sont à la base de la réussite financière. Dans cette série de quatre chroniques, nous analysons ce qu'il faut savoir pour prendre les bonnes décisions d'investissements. Dans ce quatrième et dernier article, on s'intéresse aux questions liées à la succession.



JEAN GAGNON
COLLABORATION SPÉCIALE

Donner maintenant ou à son décès? Avec la première génération de baby-boomers qui arrivent à la retraite, de plus en plus d'individus ayant accumulé une certaine richesse sont confrontés à cette question.

Par exemple, certains de vos enfants ont des projets tels l'achat d'une maison et le démarrage d'une entreprise et pourraient grandement profiter de votre

générosité dès maintenant. Mais vous êtes encore en bonne santé, comme votre conjointe.

Comment envisager cette situation? Devez-vous donner à vos enfants une partie de vos biens de votre vivant? Si oui, comment le faire?

La bonne façon d'amorcer le processus, c'est de consulter votre planificateur financier, suggère Lee Ann Davies, directrice, Stratégies de retraite, RBC Groupe financier. «Il existe plusieurs façons d'effectuer des dons de son vivant, mais il faut d'abord s'assurer ne pas mettre à risque son plan financier», dit-elle. L'espérance de vie ne cesse d'augmenter, autant pour vous que pour

votre conjointe, c'est pourquoi il vous faut prévoir vos besoins financiers à long terme.

Les dons et l'impôt

Le plus souvent, les dons s'effectuent en argent, en titres immobiliers ou en valeurs mobilières, soit des actions ou des obligations.

Règle générale, que le don s'effectue durant la vie du donateur ou par succession, les conséquences fiscales sont les mêmes.

Cela dit, donner l'argent comptant n'entraîne aucune conséquence fiscale.

Mais lorsqu'il s'agit de biens immobiliers, tel un immeuble à logements, ou des valeurs mobilières, ces placements sont présumés avoir été vendus à la juste valeur marchande, explique Simon Beauchemin, CA, spécialiste en fiscalité au Mouvement Desjardins.

En conséquence, le donateur ou la succession aura alors à acquitter l'impôt sur le gain en capital. Pour celui qui reçoit le don, cette valeur devien-

dra son prix de base ajusté lorsque lui-même revendra le placement.

Bien communiquer

Mais aussi, il importe de bien communiquer les actions que vous prendrez avec tous vos héritiers, explique M^{me} Davies.

Par exemple, si vous faites un don de 100 000 \$ à un

maintenant à la retraite, et on observe que ceux-ci font plus de dons que les générations précédentes. L'établissement d'un bon plan successoral devient donc de plus en plus important. Un héritier pourra contester un testament s'il se sent lésé à la suite d'un don à un autre héritier qui n'aura pas été clairement communi-

Les premiers groupes de baby-boomers arrivent maintenant à la retraite, et on observe que ceux-ci font plus de dons que les générations précédentes. L'établissement d'un bon plan successoral devient donc de plus en plus important.

de vos enfants pour l'aider à acheter une maison, assurez-vous que les autres héritiers sont au courant, et indiquez-le clairement dans votre testament. Cela assurera que la distribution de vos biens à vos survivants s'effectuera sans heurt lors de votre décès.

Les premiers groupes de baby-boomers arrivent

qué à tous les participants à la succession.

Un bon plan successoral peut compenser les autres héritiers en tenant compte des sommes déjà versées, ou encore en compensant les autres légataires par des contrats d'assurance-vie, suggère Simon Beauchemin.

À FAIRE ET NE PAS FAIRE

À faire: une bonne façon d'éviter les problèmes et de maximiser les dons offerts à ses héritiers au décès est de prévoir des fiducies testamentaires, explique Simon Beauchemin, CA, spécialiste en fiscalité chez Desjardins.

Ces fiducies commencent à exister le jour du décès et permettent souvent de diminuer les impôts à payer. Par exemple, vous léguiez 500 000 \$ en placements dans une fiducie testamentaire. Celle-ci constitue une identité distincte. Ce sera donc elle qui sera imposée lorsque les placements rapporteront des revenus ou un gain en capital.

La fiducie testamentaire est très intéressante, car elle permet à vos héritiers de faire leurs propres choix si vous léguiez des placements. Certains pourront décider de liquider les placements et de retirer les fonds de la fiducie. D'autres préféreront conserver les placements, tout en gérant l'impact fiscal.

De plus, si le donateur a accumulé des pertes en capital de son vivant, il est impératif d'en aviser le liquidateur. Ces pertes de capital peuvent être réclamées dans l'année du décès contre toutes sources de revenus. «Il ne faut pas se fier au gouvernement pour prévenir le liquidateur» dit Simon Beauchemin.

À ne pas faire: il ne faut pas donner de son vivant une partie d'un bien sans s'assurer que la transaction est bien validée par un contrat. Par exemple, vous possédez un immeuble locatif de 200 000 \$ et vous en cédez la moitié à un de vos enfants de façon à ce qu'il puisse bénéficier des revenus. Il est impératif qu'un contrat valide cette transaction, pour éviter une double imposition.

DON, TESTAMENT ET CELI

Que vous désiriez donner de votre vivant ou à votre décès, l'idéal est de commencer par réunir vos bénéficiaires et leur faire part de vos plans pour disposer de vos biens, indique Lee Ann Davies, directrice, Stratégies de retraite, RBC Groupe financier.

Bien préparer la disposition de ses biens n'est pas aussi complexe qu'on peut le croire. Il importe de bien évaluer ses biens, de déterminer ses objectifs et de bien identifier les bénéficiaires.

Il faut ensuite déterminer les proportions que l'on désire verser maintenant et plus tard. Ensuite, on fait appel à un spécialiste qui nous aidera à effectuer les dons, et à rédiger un testament, ainsi qu'une procuration et un mandat d'incapacité.

Le CELI

Il importe de bien comprendre ce nouveau régime d'épargne enregistré créé par le législateur le 1^{er} janvier 2009 dans le contexte d'un don ou d'une succession.

La totalité du montant accumulé dans le CELI et les droits de souscription non utilisés peuvent être transférés dans le CELI de la conjointe uniquement, explique Simon Beauchemin, CA, spécialiste en fiscalité chez Desjardins. Dans ce cas, les revenus demeurent à l'abri de l'impôt. Le transfert du CELI à un autre héritier n'est possible que dans la mesure où celui-ci a des droits de souscription non utilisés dans son propre CELI. Mais les droits non utilisés du défunt sont perdus.



À MA
RETRAITE,
JE VEUX

COMMENCER
À COURIR



APRÈS MES
PETITS-
ENFANTS

QUELLES CARTES JOUEREZ-VOUS POUR CHANGER VOTRE VIE ?


Pour planifier une retraite à la hauteur de vos attentes, il est important d'avoir les bonnes cartes en main. Votre avenir à définir[®] est une manière unique et amusante de planifier cette nouvelle grande étape de votre vie. À l'aide de cartes représentant huit étapes clés de la vie, votre conseiller RBC[®] vous aidera à comprendre ce qui est important pour vous, avant de commencer à calculer. Voilà une toute nouvelle façon d'envisager la retraite exclusive à RBC.



VENEZ NOUS VOIR POUR EN SAVOIR PLUS SUR
LA RETRAITE. ET VOUS EN SAUREZ PLUS SUR VOUS.

DÉCOUVREZ VOTRE AVENIR À DÉFINIR[®] 1 866 826-3810 rbc.com/retraite

Une banque de conseils
pour vous guider.^{MC}

A photograph of three men in dark suits walking across a grey tiled floor. An orange map of Canada is overlaid on the floor, with the men's shadows cast onto it. The man on the left is walking towards the other two, who are walking together and looking at each other.

François Tougas
Président – Division de l'Ouest
Lang Michener

Andrew Kent
Chef de la direction
McMillan

Robert Cranston
Associé directeur – Division de l'Est
Lang Michener

mcmillan et Lang Michener s'unissent

McMillan et Lang Michener s'unissent pour mieux répondre aux besoins de leurs clients au Canada et au-delà de nos frontières. Avec près de 400 avocats répartis dans les principaux centres d'affaires canadiens, le nouveau McMillan est mieux positionné que jamais pour aider ses clients à **prendre les devants**.

Nous sommes le nouveau McMillan

400 Avocats | Vancouver | Calgary | Toronto | Ottawa | Montréal | Hong Kong

mcmillan
mcmillan.ca

LA PRESSE AFFAIRES

SOMMET INTERNATIONAL DU JEU DE MONTRÉAL

Les nouveaux studios s'affrontent

VINCENT BROUSSEAU-
POLIOT

Dans l'univers du jeu vidéo, les directeurs de studio sont des vedettes pop. Et ce sont les « New Kids On The Block » – ces directeurs des nouveaux studios qui viennent d'établir pignon sur rue à Montréal – qui se sont chargés du spectacle de clôture du Sommet international du jeu de Montréal.

S'ils sont aussi populaires, c'est que ces directeurs de studios ont l'ambition de changer l'écosystème du jeu vidéo à Montréal. « J'ai toujours cru qu'il y avait de la place pour des nouveaux studios. J'ai commencé chez Ubisoft et ce fut une belle expérience, mais c'est très intéressant de construire quelque chose de neuf », dit Martin Carrier, directeur du studio de Warner Brothers Games à Montréal, qui emploiera 300 personnes en 2015.

Les nouveaux studios ne rivaliseront pas seulement avec les Ubisoft, Electronic Arts et Behaviour Interactif (anciennement A2M) qui font la renommée de Montréal sur la scène internationale depuis plus d'une décennie. Ils s'affrontent aussi entre eux – et pas toujours avec les mêmes moyens. Sur le groupe de recrues réuni dans la salle de conférence du Hilton Bonaventure, la multinationale Warner Brothers côtoyait Trapdoor, une PME

de Montréal. Un contraste frappant.

« Il y a trop de gros studios à Montréal et pas assez de studios indépendants comme nous, dit Ken Schachter, fondateur de Trapdoor. C'est plus difficile car nous n'avons pas accès aux mêmes ressources que les studios rattachés à un groupe. Il y a de la place pour tout le monde, mais nous devons nous battre pour chaque pouce. »

« Il y a trop de gros studios à Montréal et pas assez de studios indépendants comme nous. C'est plus difficile car nous n'avons pas accès aux mêmes ressources que les studios rattachés à un groupe. »

— Ken Schachter, fondateur de Trapdoor

Les PME comme Trapdoor ont toutefois un avantage sur les Warner Brothers de ce monde: elles peuvent risquer davantage et obtenir de meilleurs résultats dans un marché en effervescence en raison des nouvelles plateformes de jeux vidéo comme les téléphones intelligents et les tablettes électroniques. « Nous devons innover, dit Ken Schachter. Ce n'est pas suffisant de partir un

nouveau studio et d'avoir un produit moyen. Nous devons tout risquer. »

« Les innovateurs doivent être les premiers, c'est normal, dit Martin Carrier, de Warner Brothers. Ça ne me dérange pas d'être *fashionably late*. »

« Nous voulons tous être les premiers, mais c'est plus facile de prendre des risques quand vous n'avez rien à perdre. Quand vous devenez plus gros, vous ne pouvez pas mettre tous vos œufs dans le même panier », dit Yanick Roy, directeur du studio de BioWare à Montréal pour Electronic Arts.

Les patrons de Funcom et Warner Brothers se sont lancés quelques flèches durant la dernière conférence du Sommet. « Quand vous n'avez pas de grandes marques (comme Warner), vous devez innover », dit Miguel Caron, directeur du studio de Funcom à Montréal. La réplique de son homologue ne s'est pas fait attendre. « Je suis très content de mes marques, dit Martin Carrier. Warner a seulement fait un milliard de dollars par année au cinéma depuis 10 ans avec ses marques. »

Le Sommet international du jeu de Montréal a attiré 1500 participants au cours des derniers deux jours, soit 100 participants de plus que l'an dernier. Le plus important sommet de formation en jeu vidéo du monde attire 17 000 personnes à San Francisco en Californie.

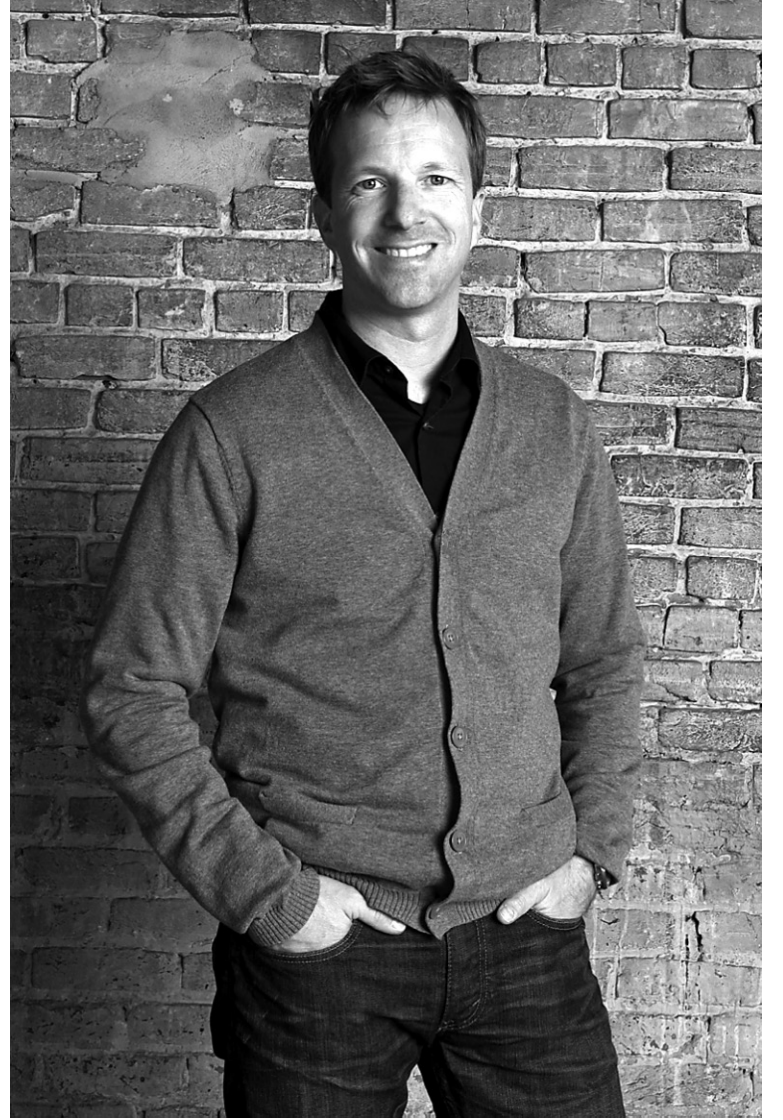


PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE
« J'ai toujours cru qu'il y avait de la place pour des nouveaux studios », dit Martin Carrier, directeur du studio de Warner Brothers Games à Montréal, qui emploiera 300 personnes en 2015.

Amende de 29 millions pour Air Canada

MARIE TISON

La Commission européenne a imposé une amende de 21 millions d'euros (29 millions CAN) à Air Canada parce qu'il a formé un cartel avec d'autres grands transporteurs pour fixer les tarifs du fret aérien en Europe.

Le transporteur canadien avait inscrit une provision de 125 millions de dollars en 2008 pour faire face au résultat de cette enquête. Cela n'a pas empêché le titre d'Air Canada de dégringoler de 6,5 % à la Bourse de Toronto hier. L'action de catégorie B a perdu 24 cents pour clôturer à 3,43\$.

La Commission européenne a imposé hier 799 millions d'euros d'amendes (1,1 mil-

liard CAN) à 11 compagnies aériennes. Le groupe Air France-KLM a été le plus durement frappé, avec une amende de 310 millions d'euros.

« Il est déplorable que tant de grandes compagnies aient coordonné leurs prix au détriment des entreprises et des consommateurs européens », a déclaré Joaquin Almunia, vice-président de la Commission européenne.

« Il est déplorable que tant de grandes compagnies aient coordonné leurs prix au détriment des entreprises et des consommateurs européens, a déclaré le vice-président de la commission, Joaquin Almunia, dans des docu-

ments remis aux médias. Pour la commission, la décision d'aujourd'hui constitue le moyen d'affirmer clairement qu'elle ne tolérera pas les ententes. »

C'est en février 2006 que la commission a lancé une enquête sur des ententes tarifaires illicites dans le domaine du fret aérien, après avoir reçu des informations de Lufthansa. Le transporteur allemand et sa filiale Swiss International Air

Lines ont ainsi pu bénéficier d'une immunité totale en vertu du programme de clémence de la commission.

À l'issue de son enquête, l'organisation a conclu que les sociétés aériennes impliquées ont coordonné leurs tarifs sur une période de six ans, entre décembre 1999 et février 2006. Au début, les transporteurs se sont concertés au sujet d'une surcharge destinée à contrer la hausse des prix du carburant. Ils ont ensuite élargi leur coopération en instaurant une surcharge afin de contrer la hausse des coûts de la sécurité.

« Si ce n'avait été l'intervention de la commission, le cartel n'aurait pas pris fin en 2006, a déclaré M. Almunia. Il se serait probablement

poursuivi pendant le ralentissement économique jusqu'à l'heure actuelle. »

Dans un communiqué publié hier, Air Canada a indiqué qu'elle examinait la décision et la possibilité d'interjeter appel.

La société a fait savoir hier qu'elle fournira davantage d'informations lors de la divulgation des résultats du quatrième trimestre de 2010 et qu'elle pourrait modifier sa provision de 125 millions.

Le département de la Justice des États-Unis et le Bureau de la concurrence du Canada ont également entrepris des enquêtes sur des pratiques anticoncurrentielles dans la tarification du fret aérien. Air Canada fait partie des transporteurs impliqués.

 Le Grand Prix de l'Entrepreneur^{MD}
d'Ernst & Young

Lauréats 2010 du Québec

François Dufresne, associé chez Ernst & Young et directeur du Grand Prix de l'Entrepreneur pour le Québec, est heureux de présenter quatre des lauréats de 2010. Le 27 octobre dernier, à l'occasion d'un gala à Montréal, dix entrepreneurs québécois ont été honorés dans leur catégorie respective, l'un d'entre eux ayant été nommé Entrepreneur de l'année du Québec. Pour en savoir davantage, visitez notre site Web à www.eoy.ca/gpe.



**David Bowman,
Jean Cloutier, Rob White**

Outdoor Gear Canada
(OGC)

Curieux de nature, David Bowman s'intéresse aux affaires après un baccalauréat ès arts et fonde en 1978 Outdoor Gear Canada,

distributeur de pièces et d'accessoires de cyclisme haute performance. Audacieux et perspicace, l'entrepreneur introduit sur le marché des articles qui gagnent rapidement en popularité. En 1994, Jean Cloutier et Rob White se joignent à OGC, et l'aventure se poursuit avec la diversification des produits et le lancement de leur propre gamme de vélos OPUS. Grâce à un flair remarquable et un sens aigu des affaires, l'équipe fait progresser l'entreprise dans un contexte en évolution, où le matériel sportif

haut de gamme n'a pas toujours la cote. Piliers de l'Association canadienne de l'industrie du vélo (ACIV), les partenaires encouragent le cyclisme urbain et la protection de l'environnement en construisant à Ville Saint-Laurent, un nouveau bâtiment certifié LEED argent, qui abrite le siège social, l'entrepôt principal et l'usine d'assemblage. Le triumvirat souhaite rester dans le peloton de tête et faire en sorte que la société soit plus verte et en meilleure santé.



Sylvain Viau

Corporation Image Entertainment inc.

Titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires et animé d'un vif esprit d'entreprise, Sylvain Viau fonde Corporation Image Entertainment (CIE) en 2000, société spécialisée en production télévisuelle et cinématographique haut de gamme à l'intention de la famille. Ses idées foisonnent et son dynamisme est contagieux, mais son jeune

âge freine sa réussite. Après deux ans de travail, il conclut un premier partenariat avec une société française. CIE prend enfin son envol et Sylvain Viau peut donner vie à ses personnages, dont le pittoresque Walter, fervent écologiste, connu maintenant dans plusieurs pays. Citoyen du monde, Sylvain Viau croit à l'évolution de l'expérience humaine. Il souhaite, grâce à ses productions, inculquer des valeurs éducatives fondées sur la protection de l'environnement et sensibiliser les jeunes à la situation de leurs pairs dans les pays en développement. Avec une foule de projets en cours et des contrats de plusieurs dizaines de millions de dollars, sans compter les nombreux autres personnages dans la tête de Sylvain Viau, les aventures de CIE sont à suivre.

Créé et produit par

 ERNST & YOUNG

La qualité dans tout ce que nous faisons

Commanditaires nationaux

En collaboration avec



NATIONAL POST

LA PRESSE
LYONNE PRESSE

CARRIÈRES ET EMPLOIS

TÉLÉPHONE 514-285-7320
TÉLÉCOPIEUR 514-499-2053
carrieres@lapresse.ca

LE RENDEZ-VOUS
DE L'EMPLOI

WORKOPOLIS LA PRESSE

Le Conseil Emploi Métropole voit le jour

Pour la première fois, les cinq régions métropolitaines travailleront de concert pour mieux cerner les besoins spécifiques de l'emploi dans le Grand Montréal grâce au Conseil Emploi Métropole, dont la création a été annoncée vendredi dernier par la ministre Julie Boulet.

IRIS GAGNON-PARADIS
COLLABORATION SPÉCIALE

C'est au cours d'une rencontre organisée par la chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM) le 5 novembre que la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Julie Boulet, a annoncé la création du Conseil Emploi Métropole, qui s'inscrit dans le cadre des mesures prévues par le Plan Emploi Métropole.

Rappelons que ce plan, dévoilé au printemps dernier, a comme objectif d'aider la relance de l'emploi dans les cinq régions métropolitaines (île de Montréal, Montérégie, Laval, Lanaudière, Laurentides) qui ont absorbé près des deux tiers des pertes d'emplois dues à la crise économique. Un budget de 30 millions de dollars sur deux ans a été prévu pour soutenir les entreprises dans la reprise économique.

Le Conseil sera présidé par Marjolaine Loiselle, qui a déjà été à la tête de la Commission des partenaires du marché du travail. «Le territoire métropolitain est interconnecté; par exemple, près de 50 % des travailleurs de Laval ont un emploi dans l'île. Il faut donc observer le marché du travail métropolitain dans son ensemble», affirme-t-elle.

Une annonce qui a réjoui plusieurs intervenants, dont la CCMM et son président,

Michel Leblanc, qui siègera au conseil: «Nous sommes ravis que le gouvernement aborde pour une première fois les enjeux de l'emploi selon une logique de métropole et non de région administrative. Il y a des flux de travailleurs à optimiser pour que les employeurs puissent rejoindre leur main-d'œuvre et que les travailleurs puissent aller chercher leur emploi où il se trouve», affirme-t-il.

Le Conseil aura plusieurs missions, dont celle d'assurer le suivi du Plan Emploi Métropole, de définir les problématiques spécifiques au marché du travail métropolitain, et de proposer des stratégies d'intervention au gouvernement. Par ailleurs, le Conseil bénéficiera d'un budget additionnel de 2 millions par année pour réaliser des études et soutenir des initiatives qu'il jugera novatrices et porteuses.

Vingt représentants de tous les domaines siègeront à ce conseil, notamment la Ville de Montréal, les chambres de commerce, les grappes sectorielles ainsi que des représentants de la main-d'œuvre, du milieu communautaire et de l'éducation. «Ce sont tous des gens préoccupés par la question, et ils pourront partager leurs initiatives et expertises à la table», ajoute M^{me} Loiselle.

Parmi les enjeux importants, M. Leblanc évoque



PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE

Parmi les enjeux importants dans le Plan Emploi Métropole, on évoque d'abord le dossier de l'accueil et l'intégration des immigrants, ainsi que la requalification de la main-d'œuvre.

d'abord le dossier de l'accueil et l'intégration des immigrants, ainsi que la requalification de la main-d'œuvre. «Il faut s'assurer que les travailleurs à la recherche d'emploi soient conscients des besoins du marché. Car on ne s'attend pas à ce qu'il y ait pénurie d'emploi, mais à ce qu'il y ait un manque d'arrimage entre les formations des individus et les emplois disponibles.»

Deux ententes de partenariat

La ministre a d'ailleurs profité de l'occasion pour annoncer deux ententes de partenariat entre la CCMM et Emploi-Québec. La première permettra aux nouveaux arrivants d'avoir accès à des stages et à des rencontres de référencement professionnel grâce au programme Interconnexion. «Les nouveaux immigrants ont souvent un réseau très limité, ce qui

peut expliquer leur taux de chômage soit plus élevé. Nous allons aussi les aider grâce à des activités de réseautage avec des employeurs», affirme M. Leblanc. Le programme vise à rejoindre au moins 485 participants.

La deuxième entente donne la mission à la CCMM regrouper sur un seul portail web l'éventail des services publics offerts aux entreprises de

la région concernant l'employabilité (Emploi-Québec, Investissement Québec, Ville de Montréal, etc.). «C'est un défi pour les entreprises de s'y retrouver dans tous ces programmes et outils à leur disposition. Nous possédons déjà une expertise sur le sujet avec notre site Info entrepreneurs», explique M. Leblanc, ajoutant que le site devrait être en ligne d'ici quelques mois.

Jean-Pierre Dufour Comptable Agréé S.P.R.C.P. Inc.

Notre cliente, une entreprise dynamique d'une centaine d'employés, spécialisée en distribution et mise en marché de produits alimentaires est située à Boucherville et est à la recherche d'un (e):

Contrôleur(e) financier

Sous la responsabilité des deux partenaires, la personne aura entre autres comme responsabilités:

- Produire les états financiers, les rapports de gestion financière et les autres rapports d'analyse de rentabilité de l'entreprise;
- Supporter les partenaires dans la prise de décision d'affaires;
- Assister les partenaires dans la signature et la réalisation des contrats avec les commettants;
- Compléter les rapports de fin de mois et divers rapports d'analyse;
- Superviser une équipe administrative d'environ 4 personnes.

Profil recherché:

- Baccalauréat en administration des affaires ou formation équivalente.
- Expérience de 5 ans dans un poste équivalent.
- Très bonne connaissance des systèmes informatiques financiers.
- Connaissance du système Microsoft Dynamics un atout;
- Personne parfaitement bilingue, autonome, professionnelle et débrouillarde;
- Facilité à travailler en équipe.

Salaire et avantages sociaux concurrentiels déterminés en fonction de l'expérience.

Poste permanent, temps complet.

Faire parvenir votre curriculum vitae en toute confidentialité, avant le **26 novembre 2010**, à l'adresse suivante:

Jean-Pierre Dufour CA, S.P.R.C.P. Inc.

Att: M^{me} Brigitte Beaudry CA

423, boul. Sir-Wilfrid-Laurier, suite 4

Mont-Saint-Hilaire, (Québec) J3H 3P2

Courriel: brigittebeaudry.ca@brodeuretletourneau.com

Télécopieur: 450.464.5404

Nous respectons le principe d'équité en matière d'emploi. Seules les personnes retenues seront contactées.

DIRECTEUR Recherche et développement

Le candidat ...

- détient un bac en génie électrique ou électronique ou expérience équivalente,
- cumule au moins 2 ans d'expérience en milieu manufacturier,
- connaît les logiciels Solidworks et Autocad,
- maîtrise le ERP MS Dynamics AX (atout),
- est bilingue,
- gère efficacement du personnel,
- possède un passeport valide pour voyager.

Postulez au rh@cyclonelightning.com

Éclairage Cyclone est une entreprise innovatrice, spécialisée dans le design et la fabrication d'appareils d'éclairage urbain décoratifs très performants et de haut de gamme destinés à une clientèle commerciale, industrielle, municipale et d'utilités publiques.



Demande de candidatures pour des postes, Enseignantes ou enseignants en secrétariat et en comptabilité

Lieu: Centre Daniel-Johnson,
1100 boul. du Tricentenaire,
Montréal, QC, H1B 3A8

Fonctions:

Préparer et dispenser la formation prévue aux programmes mentionnés ci-haut.

Profil recherché:

Détenir les qualifications exigées (études appropriées en secrétariat et/ou en comptabilité avec expérience pertinente) et désir de transmettre la passion du métier.

Période:

novembre 2010 à août 2011, avec possibilité de prolongation.

Rémunération:

Selon la convention collective en vigueur

Si vous êtes intéressé à travailler dans un de ces secteurs et que vous détenez les qualifications exigées, faites parvenir votre curriculum vitae accompagné du formulaire de demande d'emploi le plus tôt possible, à l'adresse suivante:

cdj@cspi.qc.ca

La CSPJ est engagée dans un programme d'accès à l'égalité et invite les femmes, les membres des minorités visibles, les membres des minorités ethniques, les autochtones et les personnes handicapées à présenter leur candidature.

Pour télécharger le formulaire de demande d'emploi de la Commission scolaire:

www.cspi.qc.ca

Directeur (président-directeur général)

La *Société du Musée canadien des civilisations* (SMCC) a été créée à titre de société d'État fédérale le 1^{er} juillet 1990. En tant qu'institution nationale faisant partie du portefeuille du Patrimoine canadien, la Société est responsable de la gestion du Musée canadien des civilisations (MCC), le Musée canadien de la guerre, ainsi que du Musée virtuel de la Nouvelle-France. Le MCC abrite le Musée canadien de la poste, le Musée canadien des enfants et un théâtre IMAX. Un des objectifs principaux de la Société est de favoriser la compréhension et l'appréciation des réalisations humaines sur les plans culturel, social, politique et militaire. La Société diffuse ses connaissances dans tout le Canada et dans le monde entier par ses recherches, ses collections d'artefacts, ses expositions, ses programmes et ses sites Web.

Le directeur (PDG) de la SMCC relève du conseil d'administration. Dans ce poste, vous superviserez les activités et dirigerez des plans d'entreprise transformateurs qui établissent clairement les priorités, optimisent les ressources et déterminent de nouvelles possibilités pour la Société et chacun de ses Musées. Votre dynamisme encouragera des façons créatives d'accroître la présence nationale des Musées

par des expositions, des activités de diffusion externe et des programmes novateurs. Tout en ralliant votre équipe, vous veillerez au succès de partenariats et de projets novateurs et à l'optimisation des occasions de créer des sources de revenus supplémentaires. Par ces efforts, vous élargirez le rayonnement national et international des Musées et le rôle d'institution du savoir de la Société et maintiendrez le dynamisme de sa croissance. Véritable collaborateur et habile ambassadeur de la Société, vous établirez aisément des relations avec divers intervenants et experts et avec le grand public. Vous ferez preuve d'une gestion financière et d'une gouvernance sages, dans ce rôle crucial et visible.

À titre de chef d'équipe dynamique et respecté ayant de l'expérience dans des postes de PDG ou de cadre supérieur dans des milieux complexes, constitués de multiples intervenants, vous avez démontré votre réussite au sein d'organismes en travaillant auprès du conseil d'administration, de représentants gouvernementaux, du secteur privé et du public. Vous avez la réputation de faire bouger les choses. Vous avez une connaissance des musées ainsi que des communautés et des établissements culturels. Vous avez une bonne

MUSÉE CANADIEN
DES CIVILISATIONS



CANADIAN MUSEUM
OF CIVILIZATION

MUSÉE CANADIEN
DE LA GUERRE



CANADIAN
WAR MUSEUM

compréhension du programme politique du gouvernement relatif aux musées. Vous avez une connaissance générale du cadre législatif, du mandat et des activités du Musée des civilisations et du Musée de la guerre. Vous possédez un diplôme universitaire dans une discipline connexe, ou une combinaison acceptable d'études, d'expérience et de formation professionnelle connexes. Vous êtes passionné par tout ce qui a influencé la culture canadienne et par son lien avec cet éminent poste dans la région de la capitale nationale. La maîtrise des deux langues officielles serait préférable.

Si vous souhaitez discuter de cette possibilité d'emploi exceptionnelle, veuillez communiquer avec Michelle Richard ou Michael Williams de notre bureau d'Ottawa au 613 742-3201, ou par courriel à michael.williams@odgersberndtson.ca. Pour présenter votre candidature à ce poste, veuillez soumettre votre curriculum vitae en toute confiance à <http://www.odgersberndtson.ca/fr/carrieres/9399>.

Canada



ODGERS BERNDTSON

VANCOUVER CALGARY TORONTO OTTAWA MONTRÉAL HALIFAX

50 bureaux répartis dans 24 pays à travers le globe
www.odgersberndtson.ca

LA PRESSE AFFAIRES

MERCK AU CANADA

De la recherche... sans laboratoire

PHILIPPE MERCURE

Au lendemain de la fermeture de son laboratoire de Kirkland, la haute direction de Merck jure ne pas avoir fait de croix sur la recherche pharmaceutique au Canada. Mais c'est désormais sans laboratoire, en finançant la science des autres et en signant des partenariats, qu'elle compte le faire.

Le complexe de Merck de l'ouest de l'île de Montréal était bien silencieux hier. Vendredi dernier, les 180 employés de son centre de recherche ont quitté l'endroit pour ne plus y revenir. Sa fermeture, annoncée en juillet, avait provoqué un électrochoc dans l'industrie montréalaise.

C'est pourtant là qu'Adam Schechter, président de la filiale Santé humaine de la multinationale, a rencontré *La Presse Affaires* pour une entrevue exclusive.

«Nous croyons que les capacités scientifiques au Québec sont très fortes et nous allons investir très significativement ici dans la recherche scientifique», a affirmé cet Américain de 46 ans, de passage à Montréal pour quelques jours.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

« Nous croyons que les capacités scientifiques au Québec sont très fortes et nous allons investir très significativement ici dans la recherche scientifique », a affirmé à *La Presse Affaires* Adam Schechter, président de la filiale Santé humaine de la multinationale Merck, de passage à Montréal pour quelques jours.

Mais Merck ne le fera pas en payant des chercheurs dans des laboratoires. Avec la fermeture de celui de Kirkland, l'entreprise ne possède plus de centre de recherche en sol canadien.

« Nous n'avons plus de briques et de mortier, mais la plupart des pays dans le monde n'en ont pas », dit M. Schechter. Il y a 20 ans, la vaste majorité de la recherche s'effectuait au sein des compagnies phar-

maceutiques. Aujourd'hui, ça se fait largement ailleurs – dans les entreprises de biotechnologie, dans les universités, les installations gouvernementales. »

Au Canada, Merck comptera donc désormais sur un « éclaireur » pour repérer la meilleure recherche. Si celui-ci découvre des choses intéressantes, Merck pourra signer des partenariats avec les universités ou les biotechs concernées.

En fermant son centre de recherche, Merck s'était engagée à investir 100 millions en recherche et développement au Québec en cinq ans.

Malgré la fermeture du centre de Kirkland et la multiplication des partenariats, Merck affirme encore croire à la recherche interne.

« Nous allons continuer à mettre l'accent sur la science », dit M. Schechter.

Dans ce contexte, comment expliquer la fermeture du centre québécois? M. Schechter la justifie par la fusion entre Merck et Schering-Plough, une transaction qui a fêté son premier anniversaire la semaine dernière.

L'homme est bien placé pour en parler: l'intégration des deux entreprises, c'est lui qui la pilote. Selon lui, ce n'est pas ni la performance du centre de recherche québécois ni ses coûts d'exploitation qui ont mené à sa fermeture.

« Quand vous amenez deux grandes entreprises ensemble, il y a des décisions difficiles à prendre. Ce que vous voulez faire, c'est réunir les meilleurs chercheurs et les faire travailler ensemble pour créer des synergies. Il faut penser à replacer ces gens aux meilleurs endroits. Ces décisions sont toujours difficiles et sont prises en fonction d'une multitude de facteurs. »

Merck Canada a aussi confirmé hier qu'elle songeait à déménager les 450 travailleurs qui demeurent au siège social canadien de Kirkland, le complexe s'avérant maintenant trop grand pour eux. Les 150 travailleurs de l'ancien siège social canadien de Schering-Plough, situé juste en face, pourraient les y rejoindre. À la suite de la fusion, Merck compte aujourd'hui 1600 employés au Canada.

Æterna Zentaris réduit sa perte à 10,1 millions

LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — La société pharmaceutique Æterna Zentaris a réduit sa perte à 10,1 millions de dollars, ou 12 cents par action, au troisième trimestre après avoir diminué ses frais généraux de même que ses coûts de recherche et développement.

Ces derniers sont en effet passés de 9,7 millions au troisième trimestre de 2009 à 4,1 millions cette année. Cette baisse découle de la cessation des activités de développement du Cetrorelix pour lutter contre l'hypertrophie bénigne de la prostate, et qui était l'un des plus importants projets d'Æterna Zentaris.

L'an dernier à pareille date, l'entreprise de Québec avait perdu 11,3 millions, ou 19 cents par action.

Les revenus de la société ont totalisé 5,7 millions pour la période de trois mois terminée le 30 septembre, comparativement à 8,6 millions l'an dernier. Le déclin découle lui aussi de la fin

du programme de recherche sur le Cetrorelix qui était financé en partie par Sanofi-Aventis.

Au 30 septembre, Æterna Zentaris avait près de 40 millions dans ses coffres. Ses activités lui coûtent environ 2 millions par mois.

Le président-directeur général de l'entreprise, Juergen

Engel, a indiqué que des progrès avaient été réalisés au cours du trimestre dans le développement de deux médicaments pour lutter contre le cancer avancé, la périfosine et AEZS-108.

À la Bourse de Toronto, hier, l'action d'Æterna Zentaris a perdu 2 cents pour clôturer à 1,22 \$.

12^e édition

FORCES AVENIR

RECONNAÎTRE + PROMOUVOIR L'ENGAGEMENT ÉTUDIANT



Emploi et Solidarité sociale
Québec

LE GALA FORCES AVENIR
LE 10 NOVEMBRE 2010 À 16H00
AU THÉÂTRE GRANADA DE SHERBROOKE

FINALISTES



UNIVERSITÉ MCGILL

SARAH DESCHÊNES

UNE ÉTUDIANTE ENGAGÉE À UTILISER LES MOTS POUR AMÉLIORER LA VIE DES JEUNES

Ayant dû faire face, pendant son enfance, au deuil d'une grande sœur emportée par la leucémie, Sarah Deschênes a été propulsée dans un long tourbillon d'émotions d'où elle est ressortie avec la conviction que sa vie serait consacrée à la jeunesse. Et c'est par les mots que l'étudiante à la maîtrise en création littéraire française à l'Université McGill compte apporter sa contribution. Entre autres, Sarah a écrit et publié ses confidences autobiographiques sous le titre *L'enfance muette*, puis elle a offert le manuscrit à Leucan. Des conférences ont suivi et l'étudiante a même pu mener à bien son projet de court métrage, *Fragments d'une enfance muette*. En plus d'avoir participé à de nombreux concours littéraires, en sortant souvent avec des honneurs, elle s'est mise à l'écriture théâtrale en 2008-2009. Elle a aussi décidé de fonder Les Productions Qu'en dit Raton, un théâtre pour enfants défavorisés.



UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

SÉBASTIEN ROJO

UN ÉTUDIANT ENGAGÉ À FAIRE NAÎTRE EN CHAQUE JEUNE LA VOLONTÉ DE REPOUSSER SES LIMITES

C'est en 2004 que Sébastien Rojo choisit le Québec comme terrain de jeu pour donner vie à sa passion: l'intervention éducative et thérapeutique auprès des jeunes par la nature et l'aventure. Français d'origine, athlète de pointe ayant fait partie des équipes nationales de handball et de ski, l'étudiant au doctorat en éducation à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) a depuis longtemps choisi de consacrer ses énergies physiques et intellectuelles à la jeunesse. Entre autres, c'est en agissant comme guide-facilitateur à la Coopérative INAQ (Intervention par la nature et l'aventure - Québec) que Sébastien y parvient le mieux. Par ce rôle, il tend la main aux jeunes, les accompagne et les guide vers le dépassement de soi. Sébastien s'engage aussi auprès de l'Association québécoise des enfants aphasiques, préparant une expédition de trois semaines au Népal avec un groupe de jeunes dysphasiques.



UNIVERSITÉ CONCORDIA

SHERIN AL-SAFADI

UNE ÉTUDIANTE ENGAGÉE DANS LA RECHERCHE DE NOUVELLES SOLUTIONS POUR APPUYER LA LUTTE CONTRE LE CANCER

Reconnue tant pour ses qualités de leader que pour ses grandes aptitudes à travailler en équipe, Sherin Al-Safadi impressionne partout où elle passe. Que ce soit à titre de présidente d'associations étudiantes, de coorganisatrice d'événements d'envergure ou même d'enseignante de piano, la jeune femme agit toujours avec une minutie et une attitude qui attirent le respect et l'admiration. Parlant français, anglais, arabe, allemand et même un peu espagnol, Sherin est fière de sa participation à la création du *Redbooks Program* et à la fondation du *McGill Cooking Club*, mais surtout de sa contribution en 2010 à l'organisation de la très réputée *John Molson MBA International Case Competition*. Forte d'une maîtrise en pharmacologie, l'étudiante au MBA en entrepreneuriat et management à Concordia entend bien consacrer sa carrière à la recherche de nouveaux traitements contre le cancer.



★★★★★
Tellement confortable, je me suis presque endormi dans le magasin.

★★★★★
Il y a de tout pour tous les goûts.

★★★★★
Des prix pour dormir sur ses deux oreilles.

★★★★★
J'ai trouvé les looks rétro vraiment cool.
-Léo

★★★★★
Tous les styles, toutes les couleurs, tous les prix.
-Nadia

Peu importe qui parle de votre commerce...
On le trouve pour vous.

Avec le Système de gestion de réputation de weblocal.ca, vous recevrez, en tout temps, les commentaires des gens qui parlent de votre commerce sur Internet: du site le plus populaire, incluant les médias sociaux, jusqu'au plus petit blogue. En devenant membre, vous pourrez ainsi profiter **gratuitement** de cet outil de recherche si facile à utiliser.

Visitez dès aujourd'hui weblocal.ca/annoncez.

LA PRESSE AFFAIRES

STÉPHANIE CASTAGNIER, CANDIDATE À THE APPRENTICE

En affaires auprès de Donald Trump



ISABELLE MASSÉ

« You're fired! – Vous êtes renvoyée! » Stéphanie Castagnier, première candidate québécoise de l'émission américaine *The Apprentice*, s'est-elle fait servir la célèbre phrase de Donald Trump? La volubile et expressive blonde reste muette.

À mi-parcours, elle est encore sauve. Mais voilà, la télé-réalité diffusée le jeudi à NBC (et Global au Canada) depuis le 16 septembre, a été tournée en juin dernier à New York. Et Stéphanie Castagnier n'ose imaginer ce qu'il adviendra d'elle si elle dévoile ne serait-ce qu'une petite intrigue avant la grande finale. « Je suis la propriété de NBC pendant un an, explique-t-elle. J'ai signé ma vie dans le contrat du réseau. »

En ce qui a trait à la frénétique course qui l'a menée à côtoyer Donald Trump au printemps dernier, l'ambitieuse femme d'affaires (banquier commercial, courtier) de 34 ans entre, sans gêne, dans le menu détail.

C'est la récession de 2008 qui l'a motivée à attendre toute une nuit devant la Trump Tower, sur la 5^e Avenue à New York, dans l'espoir d'être recrutée pour la dixième mouture de *The Apprentice*. Et ce, parmi 25 000 autres intéressés. « Je travaillais presque exclusivement à commission, raconte Stéphanie Castagnier. Mon salaire a alors planté de 25 % à 50 %. Mais tout arrive pour une raison... »

Une invective lancée à un participant qui accusait toutes

les banques d'être les responsables de la débâcle financière américaine lors d'une des auditions en groupe n'a pas laissé le patron Donald Trump indifférent. En entendant ce dernier lancer: « Qui est cette fille? », Stéphanie Castagnier s'est dit que c'était dans la poche! Elle venait d'impressionner le milliardaire qu'elle a toujours voulu rencontrer.

Enfance difficile

Celle qui vit à Chicago depuis 12 ans travaille comme 10 depuis l'adolescence. Depuis le jour où sa mère a succombé au sida... maladie transmise par son mari pro-

« Je n'avais pas un cent.

Qu'un chandail et une paire de jeans. Je me suis dit: je me jette en bas d'un pont ou je change de vie. J'étais bonne à l'école. J'ai donc décidé qu'il fallait repartir à neuf dans un autre pays. »

ducteur, vendeur et consommateur de drogues. « Je n'ai pas dérapé, confie Stéphanie Castagnier, née à Ville Saint-Pierre (aujourd'hui Lachine). Mais j'ai vraiment vécu une enfance difficile. Mon père, Richard Castagnier, était un gros vendeur de drogues. Il avait 200 employés, des maisons à New York et Miami, une plantation. Il était aussi très jaloux et possessif. Il harcelait psychologiquement ma mère. Je me disais qu'un jour, on s'en sortirait, qu'on serait indépendantes. »

Quand son père est mort à son tour, Stéphanie Castagnier

a fait un pacte. Foncer la tête haute pour ne pas la perdre. « Je n'avais pas un cent, dit-elle. Qu'un chandail et une paire de jeans. Je me suis dit: je me jette en bas d'un pont ou je change de vie. J'étais bonne à l'école. J'ai donc décidé qu'il fallait repartir à neuf dans un autre pays. Je n'ai dès lors fait qu'étudier tout en travaillant 40 heures par semaine dans un resto St-Hubert et un Quality Hotel. Je ne sortais pas. Je n'aspirais qu'à être une femme d'affaires. Pas question d'être médecin, car j'avais passé assez de temps dans les hôpitaux. Ni avocate. J'en avais croisé suffisamment à cause de mon père! »

C'est avec un bac en affaires internationales et marketing de l'Université McGill en poche qu'elle s'est rapidement retrouvée à Toronto puis Chicago dans l'espoir de travailler en finances... et devenir millionnaire avant 30 ans. Arrivée à son but? « Je crois, oui, dit-elle. Maintenant, je peux financer tous mes autres projets (production d'émissions, organisme pour venir en aide aux adolescents en difficulté, conférences pour aider les femmes à devenir indépendantes financièrement, achat d'immeubles et terrains. »

À la tête de sa propre entreprise depuis cinq ans (Hudson Financial Group), Stéphanie Castagnier se sent invincible. Son passage à *The Apprentice* n'a fait que multiplier les occasions d'affaires. « J'ai pu toucher à plein de choses. J'ai développé des liens d'affaires, énumère-t-elle. Je peux maintenant appeler Ivanka Trump sur son cellulaire. »

Mais pour ça, il y a eu un petit prix à payer. Celui d'avoir hérité du surnom Head Bitch in Charge à l'émission



PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

La Québécoise Stéphanie Castagnier vit depuis 12 ans à Chicago. La femme d'affaires a été recrutée parmi 25 000 autres intéressés pour participer à l'émission américaine *The Apprentice*.

à cause de son tempérament fougueux et de son assurance! « C'est stressant de participer à *The Apprentice*, avoue celle qui est aussi devenue entre-temps porte-parole de Trump Network. Les téléspectateurs ne se rendent pas compte à quel point on a peu de temps

pour réaliser les défis imposés. Quelques heures seulement dans une ville où ça prend deux heures pour aller se chercher un sandwich! Je suis devenue bitchie, parce qu'on n'a pas le temps de niaiser. Les candidats ne veulent que te poignarder dans le dos. »

Responsabilité sociale

FORUM TREMBLANT 10

Responsabilité sociale de l'entreprise et durabilité

2.0

Responsabilité sociale 2.0

Le 17 novembre 2010 à Mont-Tremblant

www.forumtreblant.org 514-843-7171

Quel est l'impact des médias sociaux sur la responsabilité sociale de l'entreprise?

Avec

- Martin Smith www.justmeans.com
- Celesa Horvath www.ventus.ca
- Chris Jarvis www.realizedworth.blogspot.com
- Rick Petersen www.gildan.com
- Melissa Shin www.corporateknights.ca
- François Morin www.bce.ca
- Jean-François Deschênes www.bombardier.com
- Cristelle Basmaji www.jacob.ca
- Ferg Devins www.molsoncoorscanada.com
- Marie-Claude Rivest lotoquebec.com
- Brenda Plant www.brendaplant.com
- Éric Darier www.greanpeace.org
- Chantal Gagnon www.ville.montreal.qc.ca
- Pierre Lussier www.jourdelaterre.org
- Lorraine Simard www.cbleue.com
- Denis Coderre www.deniscodeerre.liberal.ca

Le Forum Tremblant¹⁰ est devenu l'un des plus importants événements canadiens permettant d'échanger sur les occasions et les défis auxquels sont confrontés les entreprises, les gouvernements et l'ensemble de la société.

Pour la deuxième fois, le Forum Tremblant¹⁰ sera l'hôte des

Prix québécois de l'entreprise citoyenne Korn/Ferry - L'actualité - NATIONAL



Le Forum Tremblant¹⁰ est rendu possible grâce à la collaboration des partenaires suivants:



Une initiative du Cabinet de relations publiques NATIONAL

N|A|T|I|O|N|A|L
Partenaire sûr. Regard neuf.¹⁰

QUEBECOR

La pénurie de téléphones affecte le nouveau réseau

SYLVAIN LAROCQUE
LA PRESSE CANADIENNE

Une pénurie de téléphones a empêché le nouveau réseau cellulaire de Vidéotron de connaître un début fulgurant.

Le 19 septembre, à peine 10 jours après le lancement du service, trois des quatre téléphones intelligents offerts par Vidéotron, dont le Nexus One de Google, se trouvaient en rupture de stock.

« Le succès de notre nouveau service a été beaucoup plus important que prévu », a déclaré hier le président de Vidéotron, Robert Dépatie, au cours de la téléconférence portant sur les résultats du troisième trimestre de Quebecor Media.

« Il n'y a pas de doute que notre succès aurait été encore plus grand sans ce problème malheureux », a-t-il ajouté.

Au cours de la période de trois mois qui a pris fin le 30 septembre, 21 900 comptes avaient été activés sur le nouveau réseau, dont 11 000 en provenance du service de téléphonie mobile, assuré par Rogers, que Vidéotron proposait à ses clients avant de lancer son propre réseau.

Au final, Vidéotron a donc gagné moins de 10 000 nouveaux clients de téléphonie sans fil au cours du trimestre, alors que l'analyste Maher Yaghi, de Valeurs mobilières Desjardins, avait prédit un ajout net de 20 000 clients.

Au cours des prochains mois, Vidéotron devra donc convaincre les 70 000 personnes qui sont encore abonnées à son ancien service de téléphonie (celui offert par Rogers) à migrer vers son nouveau réseau, en plus d'en recruter d'autres chez la concurrence (Bell, Rogers et Telus).

M. Dépatie a précisé que Vidéotron avait refait ses stocks de téléphones intelligents à la fin d'octobre, ce qui laisse présager un quatrième trimestre plus reluisant dans le secteur du sans-fil.

Résultats

En dépit de la rareté des téléphones intelligents, Vidéotron a connu un autre bon trimestre, ses revenus progressant de 9,6 %, à 551,7 millions de dollars, et son bénéfice d'exploitation augmentant de 10,6 %, à 260,6 millions.

De son côté, l'ensemble de Quebecor Media a enregistré des profits nets de 82,8 millions (1,28 \$ par action), en hausse de 19,3 % par rapport aux 69,4



PHOTO PAUL J. RICHARDS, AFP

Vidéotron a connu des problèmes de rupture de stock avec son Nexus One de Google.

millions (1,08 \$ par action) dégagés pendant le même trimestre de l'an dernier.

Le chiffre d'affaires du conglomérat a totalisé 969,9 millions, en hausse de 4,9 %.

Le secteur des médias d'information, qui comprend la chaîne de quotidiens Sun Media et des hebdomadaires régionaux, a vu ses revenus reculer de 1,8 %, à 243,1 millions, en dépit d'une hausse de 2,4 % des recettes publicitaires.

De plus, en raison de la hausse de 20 % du coût du papier journal et d'une hausse des investissements, le bénéfice d'exploitation du secteur a fondu de 9,6 % pour s'établir à 40,6 millions.

Quebecor Media entend désormais intensifier la convergence de ses différents médias au Canada anglais.

« Cela a certainement fonctionné très bien au Québec et notre défi, dans l'avenir rapproché, c'est de réussir dans les autres régions du Canada », a affirmé le président et chef de la direction de Quebecor Media, Pierre Karl Péleadeau.

Pour ce qui est du secteur des technologies interactives, les revenus et le bénéfice d'exploitation ont augmenté. Du côté de l'édition et des magasins Archambault, le chiffre d'affaires a fléchi, mais les profits ont crû.

L'action de Quebecor, qui détient 54,7 % de Quebecor Media et qui en consolide les résultats, a bondi de 5,3 % hier pour clôturer à 37,42 \$, à la Bourse de Toronto.

IMMOBILIER

Fort recul des ventes à Montréal

MAXIME BERGERON

La revente immobilière a fortement reculé en octobre à Montréal, surtout dans les «plex» de deux à cinq logements.

Selon les données publiées hier par la Chambre immobilière du Grand Montréal (CIGM), il s'est vendu 27 % moins de «plex» qu'en octobre 2009 dans l'île de Montréal. Les ventes d'unifamiliales ont quant à elles baissé de 16 %, et celles des copropriétés, de 10 %.

Les prix ont néanmoins poursuivi leur progression sur un an, dans toutes les catégories d'habitation. Dans l'île, la valeur de revente médiane s'est établie à 350 000\$ pour les unifamiliales (+8%), 250 000\$ pour les copropriétés (+8%) et 397 000\$ pour les «plex» (+7%).

«Les conditions de marché sont demeurées à l'avantage des vendeurs, ce qui explique que le prix des propriétés soit toujours en hausse dans la région», a fait valoir Patrick Juanéda, président du conseil d'administration de la CIGM, dans un communiqué.

Dans la région métropolitaine, les ventes ont baissé en moyenne de 19 % le mois dernier par rapport à octobre 2009. Mais encore là, les prix ont continué à grimper. La valeur médiane des unifamiliales a atteint 260 000\$ (+8 % sur un an), celle des copropriétés, 218 000\$ (+12 %) et celle des «plex», 340 000\$ (+9 %).

Par secteur géographique, la couronne nord, la Rive-Sud et Laval ont enregistré des baisses d'activité respectives de 14 %, 24 % et 31 %.

Patrick Juanéda estime «normal» le ralentissement des ventes observé depuis plusieurs mois à Montréal, comme partout ailleurs au Canada. «L'année 2009 a débuté avec des baisses de ventes importantes en raison de la récession et a terminé l'année avec des sommets au chapitre des ventes. À l'inverse, 2010 a commencé l'année en force avec des mois records et depuis, les ventes reviennent à des niveaux habituels.»

L'économiste en chef de Valeurs Immobilières Laurentienne, Carlos Leitao,

souligne quant à lui que le marché «demeure encore favorable aux vendeurs, comme le signale la rapidité à laquelle se vendent les logements dans certains secteurs, particulièrement sur la Rive-Sud».

Au total, 2839 propriétés ont changé de main le mois dernier dans la région métropolitaine, dont 404 dans l'île de Montréal. Plus de 22 200 propriétés sont présentement à vendre dans le Grand Montréal, soit 4 % de plus qu'à la même période l'an dernier.

Le prix des maisons neuves encore en hausse

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — L'indice des prix des logements neufs au Canada a encore augmenté de 0,2 % en septembre par rapport au moins précédent, ce

qui s'avère une hausse deux fois plus prononcée que celle observée en août.

En comparaison annualisée, l'indice observé en septembre 2010 était en hausse de 2,7 % par rapport au même mois un

an plus tôt, selon Statistique Canada.

Les villes de Montréal et de Calgary sont en grande partie responsables de l'augmentation observée en septembre par rapport au mois précédent.

Les prix des résidences neuves ont en effet augmenté de 1,6 % dans la métropole québécoise et de 0,3 % dans la plus grande ville de l'Alberta.

D'après l'agence fédérale, les hausses constatées dans

ces deux villes découlent du déplacement des entrepreneurs vers des secteurs où les frais d'aménagement des terrains sont plus élevés.

Selon Statistique Canada, les prix sont demeurés stables dans huit des 21 villes incluses dans l'indice. Ils ont fléchi de 0,4 % à Vancouver et de 0,1 % à Hamilton.

Cope défend le rachat de CTV

COPE

suite de la page 1

Pendant son allocution, George Cope a souligné la nécessité de se battre à armes égales avec ses concurrents. Il a cité l'acquisition récente du réseau Global par Shaw, celle de Sportsnet et Citytv par Rogers et le lancement du service sans fil de Vidéotron, qui permettra au câblodistributeur de diffuser les émissions de son réseau TVA sur cellulaire.

«L'intégration verticale s'est vraiment produite du jour

au lendemain», a déclaré le grand patron de BCE.

Et en quoi les centaines de milliers de clients francophones de Bell bénéficieront-ils du rachat de CTV, considérant que toutes les chaînes du groupe sont anglophones à l'exception de RDS? George Cope assure que ceux-ci seront tout de même bien servis, puisque le conglomérat a des ententes de diffusion de contenus en français avec plusieurs de ses concurrents.

Bell a de plus annoncé lundi un partenariat avec Radio-Canada, qui permettra de dif-

fuser des émissions en français sur les téléphones des clients de Bell Mobilité. Le populaire talk-show *Tout le monde en parle* sera notamment présenté.

George Cope a affronté plusieurs questions de journalistes au sujet de Vidéotron, qui a inauguré son nouveau réseau sans fil de 1 milliard de dollars en septembre. Le PDG a répété que Bell venait de connaître son «meilleur trimestre en 25 ans» dans le sans-fil, signe que l'entreprise retrouvait la faveur de la clientèle.

«Selon nos derniers résultats, on est clairement prêts

pour la concurrence», a-t-il dit.

M. Cope s'est par ailleurs montré peu inquiet de l'arrivée des nouveaux fournisseurs à bas prix Public Mobile, Mobilicity et Wind Mobile. Selon lui, les consommateurs canadiens sont de plus en plus intéressés à avoir des portables *high tech* plutôt qu'un service vocal de base.

«C'est vraiment différent de ce qu'on voyait il y a quelques années, quand les gens se demandaient seulement: quel est le tarif par minute? a-t-il affirmé. Maintenant, ils sont intéressés par les messages textes, l'accès à la vidéo et la vitesse à laquelle l'appareil fonctionne.»

Le PDG de Bell Canada, qui ne parle pas français et vit à Toronto, a également dû répon-

dre à plusieurs questions au sujet d'un déplacement du centre décisionnel de l'entreprise vers la Ville reine. Plusieurs hauts dirigeants du groupe sont établis là-bas, ce qui a soulevé de nombreuses critiques ces dernières années.

«Notre siège social ne déménagera jamais, il est à Montréal», a-t-il martelé, visiblement exaspéré par l'insistance de certains journalistes.

Il a aussi écarté les critiques quant à son unilinguisme. «J'ai essayé toute ma vie et je ne suis pas très bon (en français); je vais me concentrer à réaliser notre stratégie au bénéfice de nos actionnaires», a-t-il lancé.

Le titre du groupe a clôturé à 33,12\$ hier à la Bourse de Toronto, en baisse de 0,6 %.



LUXE À LA HAUSSE. TAUX À LA BAISSSE.

Soyez le premier à faire l'expérience du contrôle que procurent les étonnantes caractéristiques de pointe du Lincoln MKX 2011. Transformez votre véhicule en zone mobile d'accès sans fil grâce au dispositif MyLincoln Touch^{MC}.

VÉHICULE	CONDITIONS DE LOCATION*	ACOMPTÉ	MENSUALITÉ*
MKZ 2011	0% / 48 mois	3 995 \$	479 \$
MKS 2011	0% / 48 mois	3 995 \$	599 \$
MKT 2011 à traction intégrale	0% / 48 mois	3 995 \$	679 \$

FRAIS DE TRANSPORT ET TAXE SUR L'AIR CLIMATISÉ INCLUS.

LINCOLN MKX 2011 à traction intégrale



CARACTÉRISTIQUES DE LUXE :

- MOTEUR Ti-VCT DE 3,7 L (305 ch)
- TECHNOLOGIE MYLINCOLN TOUCH^{MC}
- RÉGULATEUR DE VITESSE ADAPTATIF AVEC AVERTISSEUR DE COLLISION LIVRABLE
- SYSTÈME D'INFORMATION SUR LES ANGLES MORTS LIVRABLE[†]

LOUEZ POUR
527 \$*
/MOIS

TAUX DE FINANCEMENT
À LA LOCATION DE
0 %

TERME DE
48 MOIS

ACOMPTÉ DE 3 995 \$[‡] | FRAIS DE TRANSPORT ET TAXE SUR L'AIR CLIMATISÉ INCLUS.

OU PROFITEZ D'UN TAUX DE FINANCEMENT À L'ACHAT DE 0 %

JUSQU'À 48 MOIS**, POUR LA PLUPART DES MODÈLES 2011.

JANTES REPRÉSENTÉES OFFERTES EN OPTION.

RENDEZ-VOUS CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE LINCOLN DÈS AUJOURD'HUI OU CONSULTEZ LINCOLNCANADA.COM.



BEAUCE AUTO (2000)
418 774-9801
BEAUCEVILLE-EST

ALBI FORD
LINCOLN JOLIETTE
450 759-7750
JOLIETTE

FORD LINCOLN
GABRIEL
514 487-7777
MONTREAL

OSTIGUY FORD
450 658-1717
RICHELIEU

MORAND FORD
LINCOLN
450 632-1340
SAINTE-CATHERINE

DES LAURENTIDES
FORD
450 436-2264
SAINT-JÉRÔME

TROIS-RIVIÈRES FORD
LINCOLN
819 370-3315
TROIS-RIVIÈRES

DUPORTAGE FORD
819 778-2751
GATINEAU (HULL)

DERAGON AUTO CITÉ
450 266-0101
COWANSVILLE

MONTMERCENCY FORD
LINCOLN
1 866 781-5986
BROSSARD

440 FORD LINCOLN
450 688-9200
LAVAL

LE CIRCUIT
FORD LINCOLN
514 325-4700
MONTREAL

VAL ESTRIE
FORD LINCOLN
819 563-4466
SHERBROOKE

BARIL
FORD LINCOLN
450 773-7070
SAINT-HYACINTHE

AUTO RÉJEAN
LAPORTE & FILS
450 836-3783
SAINT-NORBERT

HARDY RINGUETTE
AUTOMOBILES
819 874-5151
VAL D'OR

DESJARDINS AUTO
COLLECTION
418 683-4451
QUÉBEC

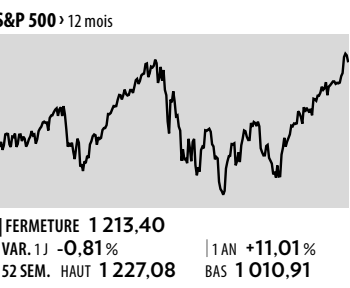
Louez un MKZ à traction avant / MKS à traction avant / MKX à traction intégrale / MKT à traction intégrale 2011 d'une valeur de 39 950 \$ / 48 950 \$ / 48 050 \$ / 51 500 \$.

Ces offres sont disponibles chez les concessionnaires participants seulement. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Des commandes à l'usine peuvent être nécessaires. Ces offres sont d'une durée limitée et peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails. * Cette offre est en vigueur du 1^{er} octobre 2010 au 3 janvier 2011 (la « période du programme »). Obtenez un taux d'intérêt annuel de 0 % pour la location d'un véhicule Lincoln 2011 neuf parmi les modèles suivants : MKS, MKZ, MKX et MKT, pour un terme maximal de 48 mois et sur approbation du crédit par Crédit Ford. Certains clients pourraient ne pas être admissibles au taux d'intérêt annuel le plus bas (des paiements additionnels seront requis). Louez un MKZ à traction avant / MKX à traction intégrale / MKT à traction intégrale 2011 pour 39 950 \$ / 48 950 \$ / 48 050 \$ / 51 500 \$ et au taux d'intérêt annuel de 0 % pour un terme de 48 mois, la mensualité exigible sera de 479 \$ / 599 \$ / 527 \$ / 679 \$, pour une obligation locative totale de 22 992 \$ / 28 752 \$ / 25 269 \$ / 32 592 \$ et une valeur de rachat optionnelle de 12 784 \$ / 16 154 \$ / 18 740 \$ / 14 935 \$. Les frais de location sont de 0 \$ ou 0 %. Cet exemple est établi en fonction d'une transaction sans reprise et sans acompte. Les taxes sont exigibles sur le montant total du prix de financement à la location, après déduction de tout rajustement de prix. Certaines conditions et une limite de 80 000 km sur une période de 48 mois s'appliquent. Un coût de 0,16 \$ par kilomètre s'applique au-delà de la limite permise, en plus des taxes exigibles. ** Cette offre est en vigueur du 1^{er} octobre 2010 au 3 janvier 2011 (la « période du programme »). Obtenez un taux d'intérêt annuel de 0 % pour le financement à l'achat de tout véhicule Lincoln 2011 neuf parmi les modèles suivants : MKZ, MKS, MKX et MKT, pour un terme maximal de 48 mois. Cette offre s'adresse à des particuliers admissibles uniquement, sur approbation du crédit par Crédit Ford. Certains acheteurs pourraient ne pas être admissibles au taux d'intérêt annuel le plus bas. Par exemple, pour un financement à l'achat de 40 000 \$ au taux d'intérêt annuel de 0 % pour un terme de 48 mois, la mensualité exigible est de 0 \$ ou le taux d'intérêt annuel est de 0 %, pour une somme totale remboursable de 40 000 \$. Un acompte sur les offres de financement à l'achat pourrait être exigé en fonction de l'approbation du crédit. Les taxes sont exigibles sur le montant total du prix à l'achat. * Certains téléphones cellulaires ou lecteurs multimédia peuvent ne pas être entièrement compatibles – consultez www.syncmaroute.com pour obtenir la liste des téléphones cellulaires, lecteurs multimédia et fonctions compatibles. La distraction du conducteur peut occasionner la perte de maîtrise du véhicule, des accidents et des blessures. Ford recommande aux conducteurs de faire preuve de prudence lorsqu'ils utilisent les téléphones cellulaires, même ceux dotés de la commande vocale. N'utilisez les téléphones cellulaires et autres appareils non essentiels à la conduite, même ceux dotés de la commande vocale, que lorsque les conditions sont sécuritaires. SYNC est offert de série pour certains véhicules Lincoln neufs. Certaines fonctions nécessitent des appareils portables compatibles. † Le système d'information sur les angles morts avec alerte de trafic transversal n'est qu'un système d'alerte. Vous devez toujours prêter attention aux véhicules se trouvant devant votre véhicule, derrière et sur les côtés. Lorsque vous changez de voie ou faites marche arrière, utilisez toujours votre clignotant et assurez-vous que vous pouvez effectuer la manœuvre en toute sécurité.

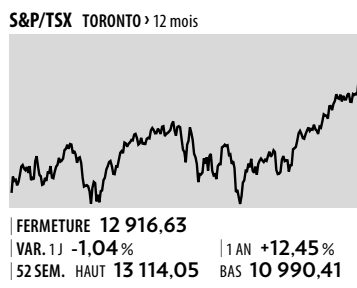
LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

ÉTATS-UNIS



CANADA



DANS LE MONDE

Table of international market performance. Columns: FERMETURE (pts), VAR. 1J (%). Rows include Brazil Bovespa, CAC 40, DAX, DJ Euro Stoxx 50, FTSE 100, Hang Seng, Mexico Bolsa, FTSE MIB, NIKKEI 225, S&P/ASX 200, Shanghai, and Swiss Market.

PLUS ACTIFS

Table of top performing Canadian stocks. Columns: VOLUME, FERM(\$), VAR(%). Rows include Uranium One Inc, Bombardier, iShares S&P/TSX, Denison Mines, Manulife Financ, Equinox Mine, Yamana Gold, Barrick Gold, Lundin Mining, Paladin Energy, Kinross Gold, Silver Wheaton, Horizons Beta/A, Hudbay Minerals, Great Basin Gold, and BCE.

TITRES GAGNANT

Table of top performing US stocks. Columns: EN %, VOLUME, FERM(\$), VAR(%). Rows include Duluth Metals, Swisher Hygiene, CGI/A, UEX, and Ram Power.

Table of top performing US stocks (continued). Columns: EN \$, VOLUME, FERM(\$), VAR(%). Rows include E-L Financial Cor, Fairfax Financial, Quebecor/B, and West Fraser Timb.

TITRES PERDANT

Table of declining US stocks. Columns: EN %, VOLUME, FERM(\$), VAR(%). Rows include Golden Star Res, First Majestic, Data Group, Bird Construction, and Fortuna Silver.

Table of declining US stocks (continued). Columns: EN \$, VOLUME, FERM(\$), VAR(%). Rows include Bird Construction, Silver Wheaton, Silver Wheaton, Agnico-Eagle, and Royal Gold.

TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS



PLUS ACTIFS

Table of top performing Canadian stocks. Columns: VOLUME, FERM(\$), VAR(%). Rows include Cream Mine, Bonterra Res, Stans Energy, Gran Colombia, Klondike Silver, Petroamerica, Tournoir Energy, Alange Energy, ESO Uranium, and US Silver.

CONSULTEZ les cotes boursières en tout temps sur laspresseaffaires.com

PÉTROLE

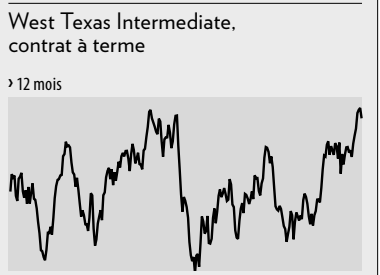


Table of oil price variations. Columns: Variation 1 JOUR, Variation 1 SEM, Variation 1 AN. Values: -0,34 \$US, +3,36 %, +9,18 %.

FONDS INDICIELS

Table of fund performance. Columns: FERM., 1J(\$), 1J(%), ANNÉE, 52 SEMAINES HAUT, BAS. Rows include S&P/TSX comp, S&P/TSX 60, S&P/TSX fin, S&P/TSX éner, S&P/TSX or, Oblig. c. terme, Oblig. l. terme, and S&P 500.

CANADA LPA 100 (QUOTIDIEN)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

Large table of Canadian LPA 100 stocks. Columns: FERM. (\$), VARIATION 1J (%), VOLUME (100), VAR. CETTE ANNÉE (%), 52 SEM. HAUT, BAS, DIV. ANN. Rows are categorized by sectors like Santé, Consommation Autre, Énergie, Industrielles, Technologies, Télécoms, Services Publics, Consommation Courante, Finance, and Matériaux.

LE TRANSPORTEUR JAZZ DEVIENT CHORUS AVIATION



Le fonds de revenu Jazz, qui exploite le principal transporteur régional associé à Air Canada, se transforme en société par actions et change son nom pour Chorus Aviation. Ses avions continueront cependant à arborer le logo actuel. Dans un communiqué, l'entreprise a indiqué que la presque totalité de ses porteurs de parts avaient approuvé le changement de structure de propriété du transporteur aérien régional. La nouvelle entité, Chorus Aviation, sera inscrite à la Bourse de Toronto où son symbole sera CHR. En vertu d'un contrat avec Air Canada, Jazz dessert les marchés des liaisons aériennes en région au Canada ainsi que des vols transfrontaliers de courtes distances et de faible densité de voyageurs. Chaque jour, Jazz assure quelque 790 liaisons entre des villes du Canada et des États-Unis avec des avions construits par Bombardier. À la Bourse de Toronto, hier, les parts du fonds de revenu Jazz ont chuté de 6 % à 5,32 \$ chacune.

- La Presse Canadienne

EN BREF

Two news briefs. 1. Genivar: HAUSSE DES PROFITS DE 26% > La société de génie-conseil Genivar a dégagé un profit de 11,1 millions de dollars au troisième trimestre, ce qui constitue une hausse de 26 % par rapport au bénéfice de 8,8 millions enregistré à la période correspondante en 2009. 2. Noranda: LE FONDS DE REVENU DÉCLARE UN PROFIT DE 2.2 MILLIONS > Le fonds de revenu Noranda, qui exploite l'usine métallurgique CEZinc à Valleyfield, a réalisé un profit de 2,2 millions de dollars au troisième trimestre. Ce résultat représente un important revirement positif par rapport à la perte de 1,3 million enregistrée lors du même trimestre un an plus tôt.

ÉTATS-UNIS LES GÉANTS (QUOTIDIEN)

Table of US market performance. Columns: DOW JONES, NASDAQ, FERMETURE (\$US), VARIATION 1J (%), VAR. CETTE ANNÉE (%), 52 SEMAINES HAUT, BAS. Rows include GE, Goldman S., Google, HP, Home Depot, Intel, IBM, John & John, JPMorgan, Medtronic, Merck & Co, Microsoft, Morgan Stanl., Motorola, News Corp., Occidental P., Oracle, PepsiCo, Pfizer, Philip Morris, Procter&Gam., Qualcomm, Schlumberger, Time Warner, Unit. Health, United Parcel, United Tech., Verizon Comm., Walgreen, Wal-Mart, Wal Disney, Walt Disney, and Wells Fargo.

▲> Indique un titre dont la valeur a gagné ou perdu 1 % et plus par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractères gras > Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / Caractères italiques > Titres triés par ordre décroissant (secteurs et hauts). / M \$: Millions de dollars / Ce tableau présente les titres québécois dont la valeur boursière est supérieure à 300 millions et les autres titres canadiens dont la valeur boursière est supérieure à 3 milliards. La liste des titres est sujette à une révision périodique.

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

DENRÉES			
	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Blé (\$US/boisseau)	7,22	-1,97	38,80
Cacao (\$US/livre)	1,30	2,25	-9,65
Café (\$US/livre)	2,17	4,30	54,98
Mais (\$US/boisseau)	5,76	-1,54	49,29
Soya (\$US/boisseau)	13,19	4,33	36,82
Sucre (\$US/livre)	0,33	3,86	47,75

ÉNERGIE			
	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Essence (\$US/gallon)	2,18	-0,01	9,91
Gaz naturel (\$US/gigajoule)	4,43	2,74	-10,06
Mazout (\$US/gallon)	2,40	0,13	16,40

MÉTAUX			
	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 J	1 AN
Aluminium (\$US/livre)	1,10	0,46	27,95
Argent (\$US/once)	26,84	-2,16	53,55
Cuivre (\$US/livre)	4,01	1,99	34,72
Étain (\$US/livre)	12,41	3,64	81,73
Nickel (\$US/livre)	11,05	0,60	39,70
Palladium (\$US/once)	693,45	-2,45	106,41
Platine (\$US/once)	1761,30	-0,55	28,83
Plomb (\$US/livre)	1,16	2,80	12,09
Zinc (\$US/livre)	1,14	1,99	14,71

LES OBLIGATIONS					
	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND.	VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA					
Canada	9,00	01-03-11	102,44	0,90	-0,05
Canada	6,00	01-06-11	102,66	1,14	-0,04
Canada	10,25	15-03-14	127,00	1,85	-0,43
Canada	9,75	01-06-21	160,51	3,00	-1,01
Canada	8,00	01-06-23	148,79	3,23	-1,12
Canada	8,00	01-06-27	157,85	3,39	-1,13
Canada	5,75	01-06-29	130,92	3,47	-1,03
LES PROVINCES					
Hydro Québec	11,00	15-08-20	158,91	3,73	-0,82
Manitoba	7,75	22-12-25	141,33	4,06	-0,93
New Brunswick	6,00	27-12-17	118,01	3,15	-0,59
Newfoundland	6,15	17-04-28	123,86	4,20	-0,92
Nova Scotia	6,60	01-06-27	128,21	4,21	-0,91
Ontario	6,25	25-08-28	124,42	4,27	-0,94
Ontario Hydro	7,45	31-03-13	114,90	1,07	-0,26
Ontario Hydro	8,50	26-05-25	147,51	4,12	-0,93
Ontario Hydro	8,25	22-06-26	146,30	4,17	-0,97
PEI	8,50	27-10-15	127,11	2,62	-0,56
Québec	6,00	01-10-29	121,61	4,31	-0,96
LES CORPORATIONS					
Bell Canada	7,00	24-09-27	112,42	5,83	-0,75
Bombardier	7,35	22-12-26	102,75	7,06	0,00
Cons Gas	6,10	19-05-28	116,54	4,70	-0,85
Gtaa	6,45	03-12-27	118,34	4,85	-0,84
Investors Gr	6,65	13-12-27	107,13	5,97	-0,71
Wtcoast Éne	6,75	15-12-27	118,28	5,13	-0,81

TAUX D'INTÉRÊT			
	FERMETURE	RENDEMENT	
		SEM.	ANNÉE
CANADA			
Taux d'escompte	1,25	0,00	0,75
Taux préférentiel	3,00	0,00	0,75
Fonds à un jour	1,00	0,00	0,75
Bons du Trésor (3 mois)	0,93	0,01	0,72
Obligations (2 ans)	1,61	0,18	0,20
Obligations (10 ans)	2,97	0,10	-0,53
ÉTATS-UNIS			
Taux d'escompte	0,75	0,00	0,25
Taux préférentiel	3,25	0,00	0,00
Fed funds	0,25	0,00	0,00
Bons du trésor (3 mois)	0,11	0,00	0,07
Obligations (2 ans)	0,44	0,10	-0,41
Obligations (10 ans)	2,66	0,07	-0,83

OR			
	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
New York	1410,10	+6,90	+28,03

DOLLAR CANADIEN	
EN CENTS US > 12 mois	
EN EURO > 12 mois	
99,27 ¢US	0,7201 €
VARIATION -0,36 ¢	VARIATION +0,0043 €
SOMME REQUISE POUR ACHETER	SOMME REQUISE POUR ACHETER
Un dollar US 100,74 ¢	Un euro 1,3886 \$

LES DEVISES DANS LE MONDE	
Afrique du Sud	1 \$ vaut 6,82 rands
Australie	1 \$ vaut 0,99 dollar
Bésil	1 \$ vaut 1,69 real
Chine	1 \$ vaut 6,59 renminbis
Grande-Bretagne	1 \$ vaut 0,62 livre
Hong-Kong	1 \$ vaut 7,69 dollars
Inde	1 \$ vaut 43,86 roupies
Israël	1 \$ vaut 3,61 n.shekels
Japon	1 \$ vaut 81,06 yens
Liban	1 \$ vaut 1512,61 livres
Mexique	1 \$ vaut 12,20 pesos
Norvège	1 \$ vaut 5,80 couronnes
Nouvelle-Zélande	1 \$ vaut 1,28 dollar
Russie	1 \$ vaut 30,57 roubles
Suède	1 \$ vaut 6,70 couronnes
Suisse	1 \$ vaut 0,96 franc

GROUPE CGI

Un sommet inégalé en 10 ans

MARTIN CROTEAU
LES MARCHÉS

Le cours des actions de CGI a atteint un sommet inégalé en 10 ans, hier, après que la multinationale montréalaise des services informatiques eut dévoilé des résultats légèrement supérieurs aux attentes pour le quatrième trimestre. Les observateurs s'attendent à ce que le titre de la société continue de s'apprécier au cours des prochains mois. L'action du Groupe CGI a bondi de 1,53 \$ pour clôturer la séance à 17,07 \$, en hausse de 9,8 %. Depuis l'éclatement

de la bulle techno, en 2000, jamais le titre n'avait atteint une telle valeur. L'enthousiasme des investisseurs s'explique par les résultats trimestriels dévoilés avant l'ouverture des marchés. CGI a réalisé des ventes de 1,01 milliard lors du trimestre qui s'est terminé le 30 septembre, une augmentation de 8,7 % par rapport à la même période l'an dernier. Les profits trimestriels nets se sont élevés à 84,1 millions, ou 30 cents par action, soit une hausse de 1,7 %. Ce bénéfice aurait atteint 94,5 millions, n'eût été une charge liée à l'acquisition de la

firme américaine Stanley l'été dernier. Malgré tout, cet achat de 1,1 milliard devrait bientôt porter ses fruits, selon les analystes, qui ont bien accueilli les résultats trimestriels. « L'acquisition de Stanley progresse très bien (elle a été intégrée à 85 %) et elle contribuera de manière très significative aux bénéfices de CGI dans la prochaine année », estime l'analyste Tom Liston, de Versant Partners, dans un rapport paru hier. M. Liston, qui recommandait déjà d'acheter le titre, a revu ses prévisions à la hausse. Il anticipe que l'action atteindra 20 \$ au cours

de la prochaine année, et non 19,25 \$ comme il le prévoyait auparavant. Sur 16 analystes recensés par Bloomberg, 11 recommandent d'acheter le titre de CGI et 5 conseillent de le garder. Aucun ne suggère de se départir des actions. Maher Yaghi, de Desjardins Valeurs Mobilières, était de ceux qui recommandaient aux investisseurs de conserver le titre. Mais il a changé d'avis, il y a deux mois. Il estime maintenant que CGI représente une occasion de placement attrayante. « Nous continuons de croire que l'évaluation accordée à

CGI par les marchés est inférieure à la moyenne observée pour des titres comparables », estime-t-il. Pour son exercice 2010, CGI a haussé son bénéfice net de 14,8 % à 362,8 millions malgré un léger recul de 2,4 % de ses revenus, qui ont atteint 3,7 milliards. Fleuron de l'industrie informatique québécoise, CGI devient par ailleurs de plus en plus américaine. L'entreprise tire toujours la moitié de ses revenus du Canada, mais elle s'attend à ce que les recettes en provenance des États-Unis (44,2 % maintenant) augmentent au prochain trimestre avec la prise en compte totale des revenus provenant de Stanley. « Les États-Unis sont un très, très gros marché pour nous et nous sommes en mode attaque », a résumé le président et chef de la direction de CGI, Michael Roach. - Avec La Presse Canadienne

Des mots qui comptent:

Inscrite à la TSX

Où les idées et l'innovation accèdent au capital.

Depuis 2009, les émetteurs inscrits à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX ont réuni plus de 100 milliards de dollars pour favoriser la croissance et les chances à saisir.

Échangez avec nous

Visitez notre blogue au TMX.com/echangez

TMX | Bourse de Toronto | Bourse de Croissance TSX

La Bourse de Toronto (TSX) et la Bourse de croissance TSX font partie du Groupe TMX... actions, produits dérivés, titres à revenu fixe, énergie, millions de données et 150 ans de savoir-faire, le tout sous un même toit.

Net repli des marchés

LA PRESSE CANADIENNE ET AGENCE FRANCE-PRESSE
REVUE BOURSIÈRE

La Bourse de Toronto a clôturé en net recul, hier, alors que les investisseurs ont engrangé des profits à la suite d'une série de gains et que le cours de l'or a poursuivi son ascension. L'indice composé S&P/TSX a retraité de 135,85 points (-1 %), à 12 916,63 points, plombé par les titres du secteur financier. L'action de la Banque de Montréal a chuté de 2,3 %, à 59,37 \$, et celle de la CIBC glissait de 1,4 %, à 77,62 \$. Le dollar canadien était au-dessus de la parité pour une bonne partie de la journée, mais a clôturé en baisse de 0,36 cent, à 99,27 cents US. Les marchés ont été volatils, alors que les tensions montent relativement au conflit sur la valeur des monnaies et au déséquilibre commercial à l'approche du sommet du G20 qui s'ouvre demain en Corée du Sud. Les investisseurs cherchant des valeurs sûres ont fait avancer le cours de l'or de 6,90 \$US, à un niveau record de 1410,60 \$US l'once, tandis que le prix du pétrole a glissé de 34 cents US, à 86,72 \$US le baril. La Bourse de New York a également fini en baisse, sous le coup d'un renforcement du dollar, au terme d'une séance peu animée faute d'actualité économique forte. L'indice Dow Jones a cédé 60,09 points, à 11 346,75 points, et le NASDAQ, à dominante technologique, 17,07 points, à 2562,98 points. L'indice élargi Standard & Poor's 500 a lâché 0,81 % (9,85 points), à 1213,40 points. Hésitants en matinée, les indices de Wall Street se sont installés dans le rouge à la mi-séance. « Quand le dollar s'est renforcé, le marché est parti à la baisse, comme c'est le cas depuis 10 semaines maintenant », a commenté Marc Pado, de Cantor Fitzgerald. L'indice-vedette a été pénalisé par le recul de Chevron (-1,46 %). Le groupe pétrolier a annoncé un accord avec le producteur de gaz de schiste Atlas Energy.

LA PRESSE AFFAIRES
STYLE

LA CHRONIQUE INCONTOURNABLE
DES PROFESSIONNELS D'INFLUENCE

Demain, ne manquez pas

MODE
J5, une collection 100% Jackson

SORTIES
Un 25^e anniversaire pour le Belmont

EXPO
Images inédites du jeu vidéo Assassin's Creed

CONCOURS
Dansez, dansez sur le web avec Aldo

STYLE, une chronique de La Presse Affaires, sur le style, le luxe et le "night life" montréalais.

Les jeudis dans
LA PRESSE

GENS D'ICI QUI VONT LOIN



Voyez la section *Gens d'ici qui vont loin* sur cyberpresse.ca/allerloin afin de voter à compter du samedi 20 novembre pour la personne qui vous inspire le plus.

ILS VIVENT À L'EXTÉRIEUR DU PAYS DEPUIS PLUS D'UN AN. ILS SE DISTINGUENT PAR LEURS ACCOMPLISSEMENTS DANS LEUR PAYS D'ADOPTION. NOUS VOUS LES PRÉSENTONS DANS UNE SÉRIE DE 10 PORTRAITS.

DAVID ALTMEJD, **NEW YORK**

CRÉER DES UNIVERS DANS LA GROSSE POMME

Il a 36 ans, il est sculpteur et il est l'un des artistes visuels québécois les plus reconnus sur la scène internationale. Élevé dans le quartier Côte-des-Neiges, à Montréal, David Altmejd a fait beaucoup de chemin. Aujourd'hui, ses œuvres sont exposées partout et prisées des collectionneurs.

CAROLINE RODGERS
COLLABORATION SPÉCIALE

David Altmejd a remporté l'an dernier le prix Sobey, la récompense pour jeunes artistes la plus convoitée au pays.

Ses sculptures sont faites d'une combinaison de matériaux. «J'aime créer des tensions en associant des matériaux qu'on ne voit pas souvent ensemble, par exemple des matières artificielles comme le miroir, le verre, le plexiglas, avec des matières plus organiques comme le poil d'animaux», explique le sculpteur.

Pendant quelques années, il a beaucoup travaillé autour du personnage du loup-garou, une créature qui le fascine par son potentiel de transformation et sa double identité. C'est durant cette période, entre 2001 et 2004, que le public a surtout découvert ses œuvres.

Depuis quelques années, il travaille à une autre figure mythique: le géant, qui lui permet d'explorer le rapport entre le corps et le paysage. «En ce moment, je crée aussi des espèces d'univers, de réseaux nerveux, d'environnements en trois dimensions à partir de fils et de chaînes en or à l'intérieur de boîtes de plexiglas», dit-il.

De la biologie à la sculpture

Quand il est entré à l'université, David Altmejd se destinait à la biologie. Mais il a vite réalisé que le langage scien-

tifique n'était pas sa tasse de thé. «Je me suis rendu compte que ce qui m'intéressait le plus, ce n'était pas d'apprendre des codes et un langage, mais plutôt d'en inventer. Et le seul domaine où l'on encourage cela, c'est en arts.»

Il a commencé par le dessin et la peinture avant de découvrir la sculpture. «C'est en sculptant pour la première fois que j'ai compris que ce qui m'intéressait le plus, c'était de faire exister un objet dans ce monde. C'était ce que je trouvais de plus puissant.»

Il a donc obtenu un baccalauréat en arts visuels à l'UQAM avant de se rendre à New York pour faire sa maîtrise à la Columbia University.

«Pendant ma maîtrise, je me suis habitué à travailler ici, explique-t-il. Je suis devenu habile pour utiliser les ressources disponibles, trouver mes matériaux. J'ai acquis une façon de travailler propre à la ville, qui fonctionne bien. J'ai besoin d'avoir du bruit autour de moi pour pouvoir me concentrer, et New York, avec toute son activité, sa circulation, les gens partout, est une ville faite pour ça.»

Toutefois, la vie sociale et mondaine frénétique de la Grosse Pomme n'est pas pour lui. «Je ne fais pas du tout de social, dit-il. En fait, je travaille continuellement. Mais je ne le vois pas vraiment comme du travail, je n'ai pas l'impression que je suis un *workaholic*. L'art, ce n'est pas comme un job.»

Il ne se considère d'ailleurs pas du tout comme carriériste. «Je suis toujours extrêmement concentré sur mon travail dans l'atelier, je ne pense pas à autre chose. Ce qui s'y passe constitue 95 % de mes préoccupations», ajoute l'artiste.

Rester humble

Malgré les honneurs et les prix qu'il s'est vu décerner, David Altmejd garde les pieds sur terre. Il y a trois ans, il a représenté le Canada à la Biennale de Venise, l'exposition d'art contemporain la plus prestigieuse du monde. Et le prix Sobey, qu'il a remporté l'an dernier (doté d'une bourse de 50 000 \$), lui a valu beaucoup d'attention médiatique.

«Le prix Sobey est une reconnaissance importante, dit-il. Cependant – je sais que cela peut avoir l'air cliché –, l'important, pour moi, c'était de faire partie de cet événement, parce qu'il est excitant et qu'il génère beaucoup de débats et d'activité intellectuelle. Tous les participants qui étaient là l'an dernier auraient mérité le prix. L'art, c'est tellement subjectif! Il faut le voir avec modestie.»

Comme artiste, son but demeure de continuer à explorer et à créer. «Ma préoccupation a toujours été d'avoir l'impression de faire quelque chose de complexe qui peut générer une énergie, dit-il. Mon défi est de toujours continuer à créer quelque chose de vivant.»



David Altmejd

PHOTO ELLEN PAGE WILSON,
COLLABORATION SPÉCIALE

« C'EST EN SCULPTANT POUR LA PREMIÈRE FOIS QUE J'AI COMPRIS QUE CE QUI M'INTÉRESSAIT LE PLUS, C'ÉTAIT DE FAIRE EXISTER UN OBJET DANS CE MONDE. C'ÉTAIT CE QUE JE TROUVAIS DE PLUS PUISSANT. »



La Suite Super Affaires^{MD}.

Donnez à votre espace vital ce qu'il mérite... plus d'espace.

Tout ce que nous entreprenons est conçu pour rendre votre voyage facile et agréable.

aeroplan



AIR CANADA 

MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE 